



**HAL**  
open science

## Octobre 1917, révolution ou coup d'Etat ?

Emmanuel Cherrier

► **To cite this version:**

Emmanuel Cherrier. Octobre 1917, révolution ou coup d'Etat?. Presses Universitaires de Valenciennes. Coups d'Etat et révolutions, Presses Universitaires de Valenciennes, pp.191-226, 2014, 978-2905725714. hal-04443053

**HAL Id: hal-04443053**

**<https://hal.science/hal-04443053>**

Submitted on 7 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Octobre 1917, révolution ou coup d'Etat ?

Communication au colloque « Révolutions et coups d'Etat »  
AGMEN, Valenciennes, 27 et 28 mars 2003

Dans sa critique du 2 décembre 1851 en France, Karl Marx reprenait une formule de Hegel - selon lequel l'histoire se répétait - ajoutant que les événements se produisaient « *la première fois comme tragédie, la deuxième comme farce* »<sup>1</sup>. La Russie, en 1917, vit également l'histoire se répéter, car deux révolutions survinrent à huit mois d'intervalle. La première, en février, abat la dynastie des Romanov ; la seconde, en octobre, installe les bolcheviques au pouvoir. Or, ces événements, qui marquent l'histoire mondiale, faillirent pourtant ne pas se produire, puisque, dans les deux cas, un coup d'Etat fut projeté (révolution de février) ou tenté (révolution d'octobre) afin justement de prévenir la révolution. L'année 1917 commença sur fond de rumeurs de coup d'Etat tsariste contre Nicolas II, dont l'incompétence manifeste aurait amené certains membres de son entourage à envisager son abdication forcée, afin de sauver la monarchie. L'assassinat de Raspoutine en décembre 1916 aurait pu être un prétexte de ce coup d'Etat destiné à confier la régence au grand-duc Michel pendant la minorité du tsarévitch Alexis. Simple rumeur ou réel projet, l'affaire avorta du fait de la révolution<sup>2</sup>. Octobre fut précédé par la tentative de putsch du général Kornilov, désireux d'empêcher toute prise du pouvoir par les bolcheviques. Une singulière liaison se noue donc entre la révolution et le coup d'Etat, le second semblant, dans cette perspective, un acte « mineur » destiné à empêcher la révolution (acte d'une ampleur plus marquée), un « moindre mal » en regard des déferlements révolutionnaires. Ajoutons que la période qui suivit Octobre connut également un fort mouvement d'opposition aux bolcheviques, qu'on l'appelle contre-révolution ou « contre-coup d'Etat », et l'on aura constaté à quel point les concepts de coup d'Etat et révolution s'entremêlent. Il n'est donc pas inutile de revenir sur ce qui permet de les distinguer, notamment afin de réexaminer la nature de l'acte d'Octobre.

En effet, si le caractère révolutionnaire de Février n'est pas remis en cause, Octobre fait l'objet de contestations parfois vives. Est-ce une révolution, définie par Olivier Duhamel et Yves Mény comme « un mouvement populaire puissant, spontané ou encadré [...] »<sup>3</sup> ? Nous pourrions ajouter qu'il entraîne un changement profond de la structure politique et sociale d'un Etat, puisque Jean Laurent<sup>4</sup> écrit que la révolution est plus qu'un simple changement de gouvernement : elle est l'instauration d'un ordre nouveau, la proclamation de nouvelles valeurs, alors que le coup d'Etat donne un infléchissement à la révolution et la réoriente. Mais Octobre n'est-il pas plutôt un coup d'Etat, entendu comme l'appropriation illégale du pouvoir politique détenu par un Etat moderne, au moyen de l'usage ou de la menace de la contrainte, par l'action et dans l'intérêt d'un groupe restreint bénéficiant de la neutralisation ou de la complicité (passive ou active) des forces chargées de faire respecter la légalité<sup>5</sup> ? Octobre remplit-il les critères dégagés de la définition d'Olivier Duhamel et Yves Mény, de mouvement populaire, de puissance, de spontanéité ou d'encadrement, auxquels nous ajoutons les conséquences marquantes, et qui le feraient qualifier de révolution ? Le débat n'est guère aisé à trancher, pour deux raisons. D'une part, le sens attribué aux événements par le chercheur n'est pas neutre. De la qualification s'ensuivent des conséquences symboliques très fortes, clairement résumées par Nicolas Werth, et qui pèsent sur le jugement. Pour une école « libérale », Octobre est un coup d'Etat, par lequel les bolcheviques s'imposent à une société russe contrainte<sup>6</sup>, explication qui permet en outre de « dédouaner » celle-ci de la responsabilité d'avoir laissé s'installer (ou, pire, d'avoir installé volontairement) un régime ensuite criminogène. En revanche, pour l'historiographie soviétique, c'est l'aboutissement logique d'un processus libérateur entrepris par les masses, lequel conditionne alors le sens des événements ultérieurs : « *Si la Grande Révolution socialiste d'Octobre a été l'accomplissement du sens de l'Histoire, un événement porteur d'un message d'émancipation adressé*

*aux peuples du monde entier, alors le système politique, les institutions, l'Etat qui en étaient issus demeuraient envers et contre toutes les erreurs qui avaient pu être commises par le stalinisme, légitimes*”<sup>7</sup>. De cette définition dépend donc l'interprétation de 70 ans d'histoire communiste, long martyre d'un peuple ou, à l'inverse, recherche - certes tâtonnante et maladroite - d'un monde meilleur, dont Octobre vit l'aube.

D'autre part, Nicolas Werth n'oppose pas forcément le coup d'Etat et la révolution. Selon lui, Octobre, se situe à la convergence de deux mouvements, “*une vaste révolution sociale, multiforme et autonome*” (qui mûrissait depuis 1902), et “*une prise du pouvoir politique, fruit d'une minutieuse préparation insurrectionnelle, par un parti qui se distingue radicalement, par ses pratiques, son organisation et son idéologie, de tous les autres acteurs de la révolution*”<sup>8</sup>. Le premier mouvement donnerait donc à l'acte un caractère révolutionnaire, alors que le second le ramène à un coup d'Etat. Ce questionnement n'est pas l'apanage du chercheur, puisqu'il s'imposa aussi aux contemporains, et surtout aux futurs décideurs et acteurs de la prise du pouvoir en octobre 1917. Les bolcheviques parviendraient-ils au pouvoir par une révolution ou un coup d'Etat ? Ceux-ci sont confrontés à un épineux problème conceptuel, celui du dogme marxiste. Les registres théorique et pratique sont les clés de la qualification d'octobre 1917, et le premier importe plus que le second. Alors que le coup d'Etat est, techniquement, assez improvisé (c'est à tort que Curzio Malaparte en fait un modèle du genre<sup>9</sup>), sa légitimation fait l'objet d'intenses efforts de Lénine et Trotsky. Octobre est donc l'objet paradoxal d'une forte préparation intellectuelle, d'une ardente campagne d'opinion, et d'une médiocre préparation technique.

### **Prendre le pouvoir : un problème théorique**

La révolution de février entraîne plusieurs ambiguïtés. Les journées révolutionnaires (du 23/2 - début des manifestations - au 2/3, abdication de Nicolas II) ont amené un nouveau régime qui n'est pas de prime abord républicain, renvoyant cette question à la future assemblée constituante. Au sein du gouvernement provisoire dirigé par le prince Lvov, socialistes-révolutionnaires (SR) et libéraux se mêlent en une fragile alliance. Les masses, sans direction politique dans cette révolution spontanée, ont confié le pouvoir à la bourgeoisie, laquelle va subir longtemps cette faiblesse d'avoir eu le pouvoir sans faire elle-même la révolution<sup>10</sup>. Cette situation occupera une grande place dans l'argumentation bolchevique. Trotsky, notamment, évoquera le “paradoxe de Février” et la “trahison à l'égard des masses” des SR, valets de la bourgeoisie<sup>11</sup>. Quelques mois plus tard, ce fait contribuera à justifier une “révolution” d'Octobre rendant (théoriquement) le pouvoir aux masses. Mais, pour autant, la prise du pouvoir en octobre n'apparaît pas au mouvement bolchevique comme une évidence. A la question de la légitimité (qui concerne quasiment tout coup d'Etat), l'acte d'Octobre ajoute le problème du marxisme. Cette doctrine évoque la survenance d'une révolution prolétarienne, envisagée par Karl Marx comme l'inéluctable aboutissement de la lutte des classes, en fonction des lois du déterminisme historique. Pour Marx, la révolution surviendrait en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, voire aux Etats-Unis ou aux Pays-Bas, mais certainement pas en Russie, tant ce pays paraît éloigné de son analyse. En octobre 1917 encore, une telle révolution paraît bien lointaine, tant le prolétariat russe est rien moins qu'embryonnaire. La Russie demeure un pays agricole, dont la guerre a freiné le mouvement d'industrialisation, en désorganisant la production. La plupart des auteurs, malgré des divergences statistiques, s'accordent sur le caractère très minoritaire du prolétariat à la veille de la « révolution » accomplie en son nom. Selon Trotsky, à la veille de la Ière guerre mondiale, les quatre cinquièmes de la population travaillant par elle-même “se composaient de cultivateurs”<sup>12</sup>. Il ajoute ensuite qu'en 1917, il y avait 2 millions d'ouvriers en Russie<sup>13</sup>, chiffre qui, même doublé par Martin Malia<sup>14</sup>, traduit la faiblesse numérique de la classe ouvrière. En 1917, le monde ouvrier ne représente que 3% de la population active (même si cette minorité est politiquement agissante et concentrée dans les villes). De plus, les bolcheviques ne sont pas très implantés dans les masses paysannes (plus favorables au socialisme

révolutionnaire - qui veut partager les terres, le “ partage noir ”, ou partage égalitaire des domaines seigneuriaux - qu’au bolchevisme, qui prône la propriété collective). De plus, et c’est un autre point de divergence avec les critères marxistes, la Russie présente pour Lénine la particularité d’être un pays où le capitalisme domine, mais sans la civilisation qui lui est liée en Occident. L’Etat russe est autonome par rapport à la société, sans être aux mains des capitalistes ni même de la noblesse, mais de la bureaucratie. De même, il n’existe pas de classe intermédiaire entre la paysannerie et les possédants (incluant noblesse et bourgeoisie), donc pas de classe moyenne pouvant servir de soutien au régime, ou désireuse de l’abattre en fonction de ses intérêts<sup>15</sup>. En 1917, ceux qui se réclament du marxisme ne peuvent y espérer une révolution prolétarienne conforme à l’idéologie marxiste.

Dès lors, peuvent-ils prendre le pouvoir ? Face à cette question, le mouvement contestataire russe, des populistes aux bolcheviques, se divise. Et, même si l’expression n’est pas encore forcément employée, c’est bien le recours ou non à un coup d’Etat, moyen de plier le destin à la réalité, qui est débattu. Dans un premier temps, les marxistes russes, sous l’égide de Georges Valentinovitch Plekhanov, estiment nécessaire d’attendre que la Russie soit passée par les phases de développement de l’Occident, position suivie par les *mencheviks*. Dès lors, les négociations menées en février 1917 entre libéraux (qui craignent la rue) et socialistes (auxquels il semble qu’est venue l’heure d’une révolution bourgeoise prélude à long terme d’une révolution socialiste), et qui paraissent une trahison aux yeux des bolcheviques, sont en fait la stricte application de la stratégie à long terme prônée par Plekhanov. On comprend alors que l’initiative léniniste de prise immédiate du pouvoir, exposée dès avril 1917 (*infra*), heurte les membres du parti bolchevique. Or, paradoxalement, le marxisme pourrait leur venir en aide, puisque Marx lui-même, à la fin de sa vie, avait évolué sur la question de la révolution<sup>16</sup>, rompant radicalement avec vingt ans d’analyse de la lutte des classes. Etudiant les auteurs russes<sup>17</sup>, Marx a découvert l’*obchtchina* (propriété collective villageoise) au sein du *mir* (commune). Il a alors évolué vers les positions des auteurs populistes, avec lesquels il correspond. Comme eux, il admet que, du fait de ses particularismes, la Russie peut connaître une évolution spécifique<sup>18</sup>, l’*obchtchina* présentant une possibilité de passer immédiatement à une sorte de socialisme agraire. En 1882, dans la préface à l’édition russe du *Manifeste*, Marx écrit que “ si la révolution russe donne le signal d’une révolution prolétarienne en Occident et que toutes deux se complètent, l’actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ pour une évolution communiste ”<sup>19</sup>. Marx envisage donc que la révolution puisse intervenir d’abord en Russie, et entraîner celle d’Occident, mais cette révolution russe sera alors l’oeuvre des producteurs non expropriés : les paysans. Or, les marxistes russes ne retiennent pas ces dernières évolutions qui vont dans le sens des idées populistes avec lesquelles ils ont rompu. En outre, Friedrich Engels, après la mort de Marx, revient au passage préalable par une phase capitaliste, qu’il n’accepte d’écarter qu’en cas de révolution éclatant en premier lieu dans les pays industrialisés<sup>20</sup>. La Russie, selon lui, ne peut donc pas faire preuve d’initiative. Les marxistes russes vont donc ignorer les dernières thèses de Marx, pour rester fidèles à ses idées antérieures. Tel est donc le « climat dominant » au sein du mouvement marxiste lorsqu’une minorité, dirigée par Lénine, va affirmer que, dans l’impossibilité d’une révolution prolétarienne, ne reste aux bolcheviques que la « révolution partisane », la prise du pouvoir par un parti, assimilable à un coup d’Etat. Lénine portera cette conclusion.

La pensée de Lénine, genèse intellectuelle de la prise du pouvoir en Russie, s’est formulée en deux étapes. A l’origine fidèle à la tendance Plekhanov, Lénine va progressivement s’écarter de cette ligne orthodoxe. La rupture est manifeste en 1902, lorsque paraît *Que faire ?*, dans lequel il s’oppose à l’idée d’attendre le mûrissement de l’histoire. En avril 1917 (seconde étape), Lénine va se révéler alors un marxiste doublement infidèle. D’une part, comme les autres marxistes russes, il ignore les théories développées tardivement par Marx au sujet de la Russie, ne retenant que la vision d’une Russie initiatrice de la révolution. Dès lors, on pourrait penser qu’en 1917, lorsque Lénine envisage la prise du

pouvoir sans attendre que le capitalisme aille plus avant, il retrouve par là même les ultimes thèses de Marx. Or, Lénine ne “ saute ” pas exactement la phase de la révolution bourgeoise, ainsi que Marx l’envisageait, il estime au contraire que celle-ci est (déjà) terminée. De plus, dans cette perspective, Lénine ne retient pas non plus l’acteur assigné par Marx à la révolution russe - la paysannerie - puisqu’il attribue toujours le rôle révolutionnaire au prolétariat<sup>21</sup>. Et c’est là sa seconde infidélité majeure au marxisme, puisque le prolétariat selon Marx, n’est censé accomplir la révolution que dans un état industriellement développé. En 1916 déjà, dans *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine avait exposé le rôle moteur du prolétariat russe, non plus seulement dans la « lutte de classes interne » mais dans la guerre entre les nations. Longtemps exilé en Occident, Lénine y a mesuré les limites de la volonté révolutionnaire des masses, menacées d’embourgeoisement. Désormais, c’est au prolétariat d’un pays économiquement arriéré de prendre la tête du communisme mondial.

C’est donc bien une lecture sélective du marxisme, dont Lénine retient les grands thèmes et les objectifs, mais en sacrifiant les conditions concrètes et le processus envisagés par Marx. La première phase de l’entreprise de justification révolutionnaire s’achève donc sur la démonstration par Lénine de la possibilité de saisir le pouvoir dans un pays où le prolétariat est numériquement minoritaire. Or, ce dernier souffre d’un autre handicap, celui de n’être guère politisé, de manquer de « conscience de classe » selon la terminologie marxiste. En Occident, dans la lutte commune contre la féodalité, la bourgeoisie fut l’éducatrice de la classe ouvrière. Au contraire, en Russie, la révolution (avortée) de 1905 a révélé les hésitations de la bourgeoisie, incapable de jouer les mentors de la classe ouvrière. Cette analyse est aussi celle de Trotsky. Celui-ci a déduit de l’expérience de 1905 qu’une révolution victorieuse est possible par le prolétariat industriel, et qu’il n’y a pas à se préoccuper de la paysannerie, incapable d’initiative révolutionnaire, mais également que la phase bourgeoise de la révolution sera de faible durée (thèse développée en 1906 dans *Résultats et perspectives de la Révolution russe*). 1905 a montré que le prolétariat n’était pas encore en mesure de s’emparer du pouvoir, notamment parce qu’il souffre de ce déficit de conscience révolutionnaire. Pour Lénine et Trotsky, il faut donc ne s’en remettre ni à la bourgeoisie, ni aux masses. Petr Tkatchev, le premier à évoquer Marx en Russie, les avait précédés sur ce point. Il considérait l’absence de bourgeoisie comme une chance historique, mais contrairement aux populistes, ne croyait pas aux vertus du peuple. La révolution ne peut se faire sans le peuple, mais ce peuple doit être encadré, dirigé : la majorité doit suivre une minorité active et consciente. Il est le premier à mettre la prise du pouvoir au centre du processus de transformation sociale, et c’est donc dans la lignée de Tkatchev que Lénine rompt avec Plekhanov, et rejette toute collaboration de classes et toute évolution pacifique vers le socialisme. Dans la maturation intellectuelle du coup d’Etat, Lénine, en fait, se situe donc plus dans la lignée de Blanqui (pour la technique insurrectionnelle), Bakounine (pour l’idéal révolutionnaire), Machiavel (pour la ruse et le complot) et Tkatchev (pour la théorie des minorités agissantes, applicable au parti bolchevique) que de Marx. D’ailleurs, dans *La Révolution russe*, Trotsky revient plusieurs fois sur l’accusation de blanquisme et s’acharne à en exonérer Lénine. Intellectuellement, c’est donc plus un « climat » de coup d’Etat que de révolution.

En l’absence de la bourgeoisie, à qui peut donc revenir la mission de guider le prolétariat vers le socialisme ? Dans *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine évoque une avant-garde disciplinée, prête à transformer la guerre impérialiste en guerre civile<sup>22</sup>, idée déjà émise dans *Que faire ?*, où il évoquait le rôle d’un parti dirigé par des intellectuels. Il plaide également, à la lumière de l’échec de 1905, pour l’unité du prolétariat et de la paysannerie, le temps de la révolution. Le moteur de l’histoire n’est plus la lutte des classes, mais le Parti. Ainsi, Lénine renverse-t-il le postulat marxiste de primat de l’économique sur le politique, et justifie-t’il, a priori, la prise du pouvoir par coup d’Etat. Ce n’est qu’au prix de cette remise en question que la prise du pouvoir est possible en octobre 1917, mais cet acte reste profondément marqué par cette adaptation à la limite de la trahison, à tel point que nous

hésitons encore, 86 ans après, sur sa qualification. Aussi un examen plus poussé des circonstances s'avère-t-il nécessaire.

### **Une laborieuse prise du pouvoir**

Le poids des questions idéologiques est tel qu'il se fera sentir, non seulement dans la préparation concrète d'Octobre, mais aussi dans son accomplissement et ses suites, ce qui, à son tour, entraînera une nouvelle approche théorique de l'acte. La révolution est spontanée ou encadrée (*supra*), mais présente un caractère populaire et puissant. Qu'Octobre ne soit guère spontané ne suffit donc pas à le faire qualifier de coup d'Etat, mais l'examen de la préparation - maladroite - révèle que les caractères populaire et puissant sont sujets à caution.

#### **Un coup d'Etat techniquement bâclé**

A en croire Curzio Malaparte, les circonstances n'importaient pas pour Trotsky, dans un coup d'Etat. Au contraire, Trotsky fait d'elles la condition *sine qua non* du déclenchement et de la réussite de l'insurrection : sans situation révolutionnaire, pas de coup d'Etat possible. Le chef bolchevique est explicite : " la minorité active du prolétariat, si bien organisée soit-elle, ne peut s'emparer du pouvoir indépendamment de la situation générale du pays : en cela le blanquisme est condamné par l'histoire "23. Selon lui, la réussite de l'insurrection nécessite la réunion de quatre conditions. Le rapport des forces sociales doit pencher du côté de la révolution (large fraction d'ouvriers gagnés au parti, mouvements de masses, troubles). Il convient également de gagner les forces armées, puis de déterminer le moment favorable, et enfin d'organiser l'insurrection selon un plan et un minutage rigoureux. Lénine, lui aussi, dans *La maladie infantile du communisme*, a établi quatre circonstances spécifiques, nécessaires à la prise du pouvoir : possibilité de lier la révolution bolchevique à la liquidation d'une guerre impérialiste ; possibilité de profiter de la guerre entre deux groupes de puissances qui, sans cette guerre se seraient unis contre le bolchevisme ; faculté de soutenir une guerre relativement longue (immensité de la Russie et mauvais état des voies de communication) ; existence d'un mouvement révolutionnaire démocratico-bourgeois au sein de la masse paysanne. On retiendra de ces deux approches que la prise du pouvoir doit obéir à une organisation rigoureuse, à un moment bien précis, loin de l'épidermique spontanéisme révolutionnaire. L'examen du processus de prise du pouvoir révèle cette absence de spontanéité.

#### *Une décision difficile à prendre*

En 1917, Lénine, dans son message d'adieu aux ouvriers suisses, estime que, au vu de l'arriération de la Russie, le socialisme ne peut y vaincre immédiatement. De plus, en mars 1917, le parti bolchevique, désorganisé par la guerre, compte à peine 5.000 militants. C'est le moment où, de retour d'exil, Lénine se rapproche des idées de Trotsky et rompt ainsi définitivement les derniers liens le rattachant encore à la ligne plekhanovienne (*supra*)24. En avril, il appelle à l'insurrection dans *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution (Thèses d'Avril)*, publiées le 7 dans la *Pravda*, et présentées le 14 à la conférence des bolcheviques de Petrograd. Avec ces dix *Thèses d'Avril*, Lénine, brutalement, désavoue les 20 ans passés, remet en question les deux étapes de la révolution et pose la question de la prise du pouvoir, réclamant une république des soviets (discours au palais de Tauride, 4 avril 1917). Dans la seconde thèse, il écrit que, la phase bourgeoise de la révolution étant achevée, la Russie est à la veille d'une révolution socialiste, elle-même prélude d'une révolution internationale. Dans l'immédiat, le comité bolchevique de Saint-Petersbourg rejette la déclaration par 13 voix contre 2 et 1 abstention, sous l'impulsion de Kamenev et Zinoviev. L'échec n'est que momentané puisque, très vite, les sections bolcheviques de l'Oural, de Moscou, de Kharkov et de Lettonie adoptent des résolutions assez voisines des *Thèses d'avril*. Lénine en sort renforcé à un tel point25 que les *Thèses d'avril* sont adoptées par la conférence panrusse du parti bolchevique le 24 avril, sous l'influence de groupes d'ouvriers et de soldats déçus par le gouvernement provisoire. Lénine a donc obtenu l'adhésion du parti bolchevique à la

prise rapide du pouvoir, acte sans lequel Octobre n'eut pas été possible. Néanmoins, à gauche, les hésitations restent nombreuses, et les mencheviks et SR refusent la lutte pour la dictature du prolétariat parce qu'ils estiment que dans la Russie arriérée, le capitalisme n'a pas encore épuisé ses possibilités<sup>26</sup>. Si les bolcheviques ont fini par se rallier à l'analyse de Lénine, c'est qu'ils ont perçu que les circonstances tournaient progressivement en leur faveur.

#### *Des circonstances graduellement favorables*

A l'origine, les bolcheviques sont minoritaires dans les soviets qui foisonnent dès février 1917 et sont dominés par les SR et les mencheviks. Les socialistes-révolutionnaires ont surtout une importante audience dans les campagnes, où leur slogan " terre et liberté " rencontre les attentes des paysans. Pour les bolcheviques, l'implantation dans les soviets se révèle fondamentale, puisque ceux-ci obtiennent souvent plus de confiance de la part des populations que le gouvernement provisoire ou la Douma. On assiste donc à une véritable dualité de pouvoir (" *dvoïévlastié* ") entre le gouvernement et le soviet, élément fondamental à la compréhension du mécanisme d'Octobre, car cette dualité ne reflète-t'elle pas l'opposition entre légalité (le gouvernement provisoire lié à la Douma et partiellement issu d'elle) et légitimité (les soviets, populaires) ? Le décalage entre les deux phénomènes va s'accroître, sous l'effet de l'impuissance des gouvernements successifs à régler les deux questions principales que sont la fin de la guerre et la répartition des terres.

La guerre, en effet, n'a pas cessé avec la première révolution. En avril 1917, Milioukov, ministre des Affaires étrangères et chef de file du parti libéral (" KD "), est discrédité et conduit à la démission après révélation d'une lettre où il affirme vouloir continuer la guerre et affiche des buts de guerre identiques à ceux du tsar. Au soviet de Petrograd, Kamenev proposa la formation d'un gouvernement purement soviétique. La proposition est repoussée (elle ne reçut que 13 voix), illustrant l'isolement des bolcheviques, mais ces journées d'avril ont révélé la fragilité et le manque d'appui du gouvernement provisoire<sup>27</sup>. Le vrai maître de Petrograd est en fait le soviet, à tel point que le gouvernement se recompose en intégrant des membres du soviet, SR pour la plupart, et qui ne tarderont pas à se déconsidérer, laissant alors le terrain de la contestation aux bolcheviques. La terre ensuite. L'été 1917 voit nombre de troubles agraires (notamment dus au retour de deux millions de soldats déserteurs). Déçus de l'absence de réforme agraire, fin août, les paysans se lancent à l'assaut des grandes propriétés (le « coq rouge », soit l'incendie des châteaux), mais aussi de celles des koulaks, jugés privilégiés. Ce mouvement spontané, est issu du *mir* (assemblée villageoise), et non des bolcheviques<sup>28</sup>, mais témoigne de l'exaspération des populations, accentuée en juin 1917 après l'échec de " l'offensive Kérensky ". Le gouvernement ne peut en outre assurer le ravitaillement ni remédier au marasme économique<sup>29</sup>.

Les bolcheviques vont « capitaliser » ce mécontentement. Les comités d'usine, après la chute de Milioukov, ont mis sur pied une " Conférence des comités d'usine de Petrograd ", dirigée par un soviet et encouragée par les bolcheviques. Un comité exécutif, à majorité bolchevique, est élu, qui servira de plate-forme pour étendre la propagande bolchevique<sup>30</sup>. Lors du premier congrès panrusse des soviets (Petrograd, du 3 au 24 juin), les bolcheviques n'ont qu'une centaine de représentants sur 1.000 mais, après que Lénine ait pris la parole, la motion de transmission immédiate du pouvoir aux soviets (8 juin) est repoussée par 822 voix contre 543, témoignant de l'audience que les bolcheviques ont su élargir<sup>31</sup>. Néanmoins, le parti bolchevique va subir un coup assez rude avec l'échec des journées de Juillet. Du 3 au 5 juillet, des manifestations éclatent à Petrograd. Les manifestants (ouvriers et de soldats à l'initiative du régiment de mitrailleurs de Petrograd), réclament le pouvoir aux soviets et la fin de la guerre. D'après Trotsky, les bolcheviques tentèrent d'arrêter la manifestation, qu'ils n'avaient pas organisée<sup>32</sup>, mais Oskar Anweiler estime plutôt que les bolcheviques, dépassés par le mouvement, se sont en fait solidarisés avec lui<sup>33</sup>. La spontanéité de ces journées ne peut être établie (les historiens soviétiques eux-mêmes sont divisés<sup>34</sup>). Dans l'immédiat, après quelques échauffourées, elles se résolvent par l'élection de nouveaux délégués dans les soviets. Selon Trotsky, les bolcheviques disposent alors des deux tiers

des délégués. Néanmoins, ils ne se décident pas encore à agir : les bolcheviques auraient pu prendre le pouvoir, mais auraient difficilement pu le garder, loin d'avoir encore avec eux toute l'armée ou la population<sup>35</sup>. De nouvelles manifestations dégénèrent en affrontements armés (4 juillet), entraînant une répression par le gouvernement provisoire, qui oblige Lénine et Zinoviev (accusés d'être des agents allemands), à s'exiler en Finlande, alors que Trotsky et Lounatcharski sont incarcérés.

C'est après ces journées de juillet que Lénine juge définitivement exclue toute transition pacifique vers le socialisme, analyse qu'il défend devant le VIème congrès du POSDR (dit congrès de réunification, en ce qu'il admet des mencheviks de gauche, tel Trotsky, et d'anciens bolcheviques), tenu clandestinement à Petrograd. Un comité central de 21 membres et 10 suppléants (parmi lesquels Lénine, Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Staline, Sverdlov, Boukharine, Dzerjinski, Rykov et Kollontai) est élu. Après la répression de juillet, ces efforts des bolcheviques pourraient sembler dérisoires. Or, la situation continue à se détériorer, et donc à poser les bolcheviques en recours, non compromis par l'exercice du pouvoir. Le 28 août 1917, Kornilov, généralissime des armées russes, tente un coup d'Etat conservateur, mal organisé et qui va échouer devant la résistance des soviets et des cheminots (qui sabotent ses trains). Si le putsch n'a guère mis en danger le gouvernement provisoire, il révèle le discrédit des KD, qui ont soutenu Kornilov et ont quitté le gouvernement pendant la crise (27/8), et surtout le rôle majeur joué par les bolcheviques, qui ont obtenu d'armer des groupes d'ouvriers (« gardes rouges ») et la libération de leurs leaders détenus. Le putsch détruit le peu de confiance que les armées avaient encore dans leurs officiers (korniloviens en majorité)<sup>36</sup>. Enfin, les troupes de Kornilov ont été vaincues, non par les armes, mais par la désorganisation organisée par les ouvriers et cheminots. De cela, Trotsky tirera le plan du coup d'Etat.

#### *La préparation du coup d'Etat*

Les mois qui séparent juillet d'octobre sont ceux de la préparation du coup d'Etat, dont on sait assez peu de choses. La justification théorique du coup d'Etat est plus abordée par les concepteurs que sa préparation concrète, à tel point que l'on peut se demander si l'insistance sur les circonstances ou le rapport au marxisme ne sont pas destinés à cacher quelque peu cette faiblesse technique. Même le concepteur, Trotsky, n'évoque que très peu la préparation matérielle. En effet, le rôle de Lénine semble s'être borné à envisager des plans peu élaborés, finalement écartés par Trotsky<sup>37</sup>, dont le plan consiste en la conquête préalable des soviets (afin d'isoler le gouvernement provisoire du peuple), accompagnée d'efforts pour s'assurer, sinon la complicité, du moins la passivité de l'armée.

Pourquoi recourir aux soviets, et non pas au seul parti bolchevique ? Cette question opposa Lénine et Trotsky<sup>38</sup>. Ce dernier tient à rester sur le terrain de la légalité soviétique, alors que Lénine pousse à l'insurrection du parti. Or, le parti bolchevique a une influence politique réelle, mais une étroite organisation. Il a donc besoin des soviets, qui sont en effet, depuis février, la seule institution représentative (la Douma n'a plus aucune existence réelle) en même temps que la seule organisation implantée sur toute l'étendue du pays (puisque les *zemstvos* - créés par Alexandre II - ne concernent que les campagnes). Seul, le parti bolchevique ne pourrait entraîner les troupes et les ouvriers. Il va donc procéder indirectement : c'est par les soviets qu'il va enclencher le mécanisme de prise du pouvoir, puisque c'est bien le soviet de Petrograd (dominé par les bolcheviques) qui donnera l'ordre d'insurrection, et non le parti bolchevique. Cet isolement, une nouvelle fois, ramène à l'image classique du coup d'Etat, acte de quelques comploteurs, sans les masses... et met à mal la théorie de l'avant-garde. On notera que les bolcheviques n'ont pas cherché à se saisir d'un coup du pouvoir. Dans la situation de double pouvoir, ils emploient les soviets contre le gouvernement, les représentants officiels contre les dirigeants officiels. Ceci fait, ils utiliseront le pouvoir central pour contrôler la périphérie, puisque la prise du pouvoir s'entend d'abord dans les deux capitales, Petrograd, puis Moscou. La question des provinces n'a pas été vraiment évoquée lors de la préparation : le contrôle des capitales puis le décret sur la terre devraient suffire.

Les bolcheviques s'attachent donc à prendre le contrôle des soviets, ce qui leur est facilité par les suites du putsch Kornilov. Dans les élections aux soviets provinciaux, aux comités d'usine, aux doumas locales, etc., les bolcheviques progressent. A Moscou, aux élections des doumas de quartier, en septembre, ils obtiennent 52% des voix (les SR en avaient obtenu 58% en juin, et les bolcheviques 24%). Dès lors, les soviets " stratégiques " (soviets militaires : Cronstadt, Vème armée ; ou soviets des grands centres ouvriers : Vyborg, Helsingfors...) sont aux mains des bolcheviques. Dans la plupart des villes de province, les bolcheviques dominent également les soviets. De même, en septembre, les syndicats enregistrent eux aussi des majorités bolcheviques, à l'exception de l'Union des cheminots, des syndicats de postiers et des travailleurs du Livre<sup>39</sup>. Cependant, l'implantation bolchevique reste limitée dans les soviets des campagnes, encore dominés par les socialistes modérés, et surtout dans les comités de soldats au front<sup>40</sup>. Mais c'est dans la capitale que se prend le pouvoir. Dans la nuit du 31 août au 1er septembre, le soviet de Petrograd adopte la motion des bolcheviques pour le pouvoir des ouvriers et paysans. Le présidium du soviet, conciliateur, démissionne, et, le 9 septembre, les bolcheviques, obtenant une majorité de voix - 519 contre 414 et 67 abstentions - composent le nouveau présidium, dont Trotsky est élu président. Le 5 septembre, le soviet de Moscou condamne majoritairement la politique du gouvernement provisoire. A la conférence démocratique de septembre à Petrograd (convoquée par un Kerensky en recherche de légitimité), 766 députés votent pour un gouvernement de coalition, contre 688 (et 38 abstentions). Bolcheviques et non-bolcheviques sont quasiment à égalité, illustrant encore les progrès des premiers. Ce genre de faits servira à justifier le coup d'Etat, vu comme pré-légitimé par les représentants des citoyens aux soviets, et donc par les citoyens eux-mêmes. On en trouve une illustration lors de l'instauration par la conférence démocratique d'un " préparlement ", auquel est délégué 15% de l'effectif de chaque groupe, soit 350 délégués + 120 sièges pour les institutions des classes possédantes + 20 pour les Cosaques, alors que les bolcheviques ont 66 sièges. De façon révélatrice, Trotsky y voit une " contradiction criante et absolue avec toutes les manifestations de la volonté de la ville et des villages " <sup>41</sup>. Les bolcheviques quitteront ce préparlement, renforçant encore l'isolement du gouvernement. Si l'on ajoute que les soviets concentrent de plus en plus de pouvoir<sup>42</sup>, on peut estimer que les bolcheviques sont donc en situation, dans les deux principales villes, de détenir de fait le pouvoir avant le coup d'Etat. En fonction de la théorie du pouvoir apparent opposé au pouvoir réel, Octobre ne sera plus qu'une régularisation, faisant coïncider la théorie et la réalité, le pouvoir de fait avec le pouvoir de droit. Le coup d'Etat, loin d'être une rupture de l'ordre, en est au contraire le rétablissement puisque c'est le moyen de revenir à la logique (coïncidence des détenteurs du pouvoir officiel et du pouvoir réel). Mais cette coïncidence ne peut survenir qu'avec l'approbation de l'armée.

A l'origine, le parti bolchevique n'est pas plus implanté dans l'armée qu'à l'arrière, et ce n'est pas de prime abord vers lui que se tournent les soldats lorsqu'éclate la révolution. Ils se portent vers les soviets, puis, lorsque ceux-ci les déçoivent (du fait de la poursuite de la guerre), alors seulement vers les bolcheviques<sup>43</sup>. En outre, après la répression des journées de juillet, plusieurs milliers d'agitateurs bolcheviques ont été envoyés au front, afin d'y diffuser les idées bolcheviques<sup>44</sup>. Les bolcheviques se sont également dotés d'organes militaires, tel le Comité Militaire Révolutionnaire du soviet (CMR), créé le 22 octobre par Trotsky afin de défendre Petrograd contre l'avance allemande, et dirigé par le SR de gauche Lazimir (13-27 octobre), ensuite remplacé par Podvoïsky. Boycotté par les mencheviks, le CMR ne se composera que de bolcheviques et de SR de gauche. Le CMR nomme des commissaires (sélectionnés par l'Organisation militaire des bolcheviques) dans la garnison, certaines institutions ou dépôts, afin d'y mobiliser les masses sur le thème de la défense contre la contre-révolution<sup>45</sup>. Le 29 octobre voit la création d'un Centre Militaire Révolutionnaire composé de cinq membres (Staline, Sverdlov, Dzerjinski, Ouritski, Boubnov) chargé de la préparation technique de l'insurrection, et dont le principe a été arrêté le 23 octobre par le Comité central. Suite à cette structuration, la croissance de

l'influence bolchevique se mesure à plusieurs signes. La conférence permanente de la garnison de Petrograd, le 22 octobre, affirme sa volonté d'assurer la prise du pouvoir par les soviets. Le 23 octobre, travaillée par les bolcheviques (Trotsky s'y est rendu), la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul s'engage à n'obéir qu'au CMR. De même, les bolcheviques contrôlent l'arsenal de Kronwerk et ses 100.000 fusils. Partout, selon Trotsky, les agents du gouvernement sont évincés par les commissaires nommés par le CMR<sup>46</sup>. Avant même le déclenchement du coup d'Etat, les ordres de l'état-major sur la livraison d'armes ou les mouvements de troupes à Petrograd ne seront plus exécutés. Militairement, les bolcheviques sont déjà presque les maîtres effectifs du pouvoir avant de s'en emparer officiellement. Le coup d'Etat sera donc bien un rétablissement de l'équilibre, et non une rupture. Néanmoins, il faut plus attendre la passivité des troupes que leur soutien réel car, si la majorité de la garnison sympathise avec les bolcheviques, elle est néanmoins assez passive, et pas forcément désireuse de se battre pour eux<sup>47</sup>. C'est pourquoi les bolcheviques comptent sur leurs noyaux au sein des troupes (ainsi que sur les marins de la flotte de la Baltique, basée à Cronstadt), et surtout sur les ouvriers enrôlés dans les gardes rouges<sup>48</sup>. C'est pourquoi c'est le soviets qui donnera l'ordre d'insurrection, et non le parti bolchevique.

### *Le déclenchement*

Si Trotsky est le concepteur du coup d'Etat, Lénine entend bien être celui qui décide du déclenchement. Dès son retour à Petrograd, dans la dernière semaine de septembre, il n'a cessé d'appeler à l'insurrection, multipliant les écrits. A partir du 28 septembre, il adresse deux lettres au Comité central, " Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir " et " Le marxisme et l'insurrection " <sup>49</sup>. Puis, le 12 octobre, il rédige pour le journal du Parti l'article " La crise est mûre ", suivi le 20 de " Conseils d'un absent " (où il rappelle les règles de l'insurrection formulées par Marx et Engels), adressé au Comité central<sup>50</sup>. Si Lénine cherche tant à convaincre, c'est qu'il rencontre les doutes de ses camarades, à tel point que, le 29 septembre, il a même adressé une lettre au Comité central, dans laquelle il menace de quitter le Comité central et faire de l'agitation à la base du parti et au congrès panrusse des soviets<sup>51</sup>. Finalement, le 10 octobre, il entraîne, après dix heures de discussion, le vote d'une résolution du comité central sur la nécessité de l'insurrection. Pour cela, il a déployé cinq arguments majeurs<sup>52</sup>, arguant de la progression du mouvement révolutionnaire en Europe, des menaces de paix suivie d'un accord entre belligérants pour étouffer ensemble la révolution russe, d'un complot de Kerenski et ses amis consistant à livrer Petrograd aux Allemands, annonçant enfin une imminente insurrection paysanne et, en sens inverse, un nouveau putsch conservateur. Ce dernier argument a été appuyé par Sverdlov (qui évoque un complot militaire fomenté à Minsk). Des bolcheviques du front rapportent que le haut commandement prépare un coup de main<sup>53</sup>. Lénine emporte alors la quasi-unanimité du Comité central, moins Zinoviev et Kamenev, qui veulent attendre la réunion du deuxième congrès des soviets, convoqué le 20 octobre. Or Lénine y craignait l'opposition des socialistes-révolutionnaires et insiste pour que le pouvoir soit pris par la violence, car c'est pour lui le seul moyen de montrer où réside le pouvoir (illustrant donc la faiblesse du gouvernement provisoire). Lénine n'est pas suivi sur ce point par Trotsky, qui garde la haute main sur un coup d'Etat qu'il tient à faire coïncider avec le Congrès panrusse des soviets, afin de lui donner un caractère prolétarien plus marqué<sup>54</sup>. A Zinoviev, qui déclare ne pas croire que la majorité du peuple russe et du prolétariat mondial soit avec les bolcheviques, Lénine pourrait rétorquer le mot ultérieur de Rosa Luxemburg critiquant les attermoissements mencheviks : " *la véritable dialectique de la révolution renverse cette sagesse de taupe parlementaire : la voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité* " <sup>55</sup>. Le coup d'Etat est tout entier dans la dernière partie de la phrase. Dans l'immédiat, un bureau politique du comité central est formé, avec sept membres (Lénine, Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Staline, Sokolnikov, Boubnov)<sup>56</sup>. Le 16 octobre, Lénine réunit un comité élargi (comprenant des délégués du soviets de Petrograd, des syndicats et organisations militaires, des comités d'usine), qui approuve la résolution du 10 et, par 20 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev) et 3 abstentions, adopte la résolution de préparation de l'insurrection armée.

Mais le Comité Central n'est pas tout le parti. L'Organisation militaire des bolcheviques hésite encore<sup>57</sup> et, selon Trotsky, dans tout le parti, l'hésitation est répandue<sup>58</sup>. Il cite Vratchev (du soviet de Voronej) : " L'organisation de notre parti à Voronej hésitait extrêmement. Le coup d'Etat, même à Voronej... fut accompli non par le Comité du parti, mais par son active minorité à la tête de laquelle était Moïsséev ". Peut-on être plus explicite, à la fois sur la qualification de coup d'Etat et sur les hésitations de nombre de bolcheviques, gênés par l'entorse faite aux canons du marxisme ? Parlant le 24 octobre, jour de l'insurrection, devant des cadres du parti arrivés de province, Trotsky doit d'abord leur démontrer que " la conspiration ne contredit point aux principes du marxisme "<sup>59</sup>. Le coup d'Etat est donc l'oeuvre d'une fraction du parti bolchevique. Une autre partie - importante - n'étant pas au courant, ni même d'accord, même si, une fois le coup déclenché, la solidarité partisane amènera les autres à suivre le mouvement. Peut-on alors parler de révolution ? Le caractère populaire est limité, le critère de puissance est rien moins qu'hypothétique. Après la résolution du 10 octobre, le comité exécutif des soviets de Petrograd a réclamé l'armement des ouvriers : Trotsky fait livrer par l'usine d'armement de Sestroretsk, 5.000 fusils aux ouvriers, ce que le gouvernement est impuissant à empêcher<sup>60</sup>. Le comité des typographes ralentit ou surveille les publications non-bolcheviques. Le 22 octobre, des meetings pacifiques convoqués par les soviets (pour vérifier leurs forces) connaissent une grande participation populaire selon Trotsky<sup>61</sup>.

### *Octobre*

Trotsky évoquait le " paradoxe de Février " (*supra*), mais l'on peut considérer également le " paradoxe d'Octobre ", soit la réussite du coup d'Etat malgré son manque de préparation, et Trotsky admet d'ailleurs cette improvisation<sup>62</sup>. Nicolas Werth écrit que "deux jours avant la réunion du congrès des soviets, ni les modalités ni la date de l'insurrection n'étaient encore fixées"<sup>63</sup> Or, cette date correspond au deuxième jour de l'insurrection ! Cette impréparation manifeste pourrait presque faire douter de la qualification de coup d'Etat. Des comploteurs préparent longuement et minutieusement leur acte, alors que l'aspect « amateur » renvoie plutôt à l'emportement et à la spontanéité révolutionnaires. Le manque flagrant de secret entourant la préparation de la prise du pouvoir fait pencher encore un peu plus la balance vers la révolution plutôt que le coup d'Etat. Dans l'absence de secret, on retrouve quelque chose de l'effervescence révolutionnaire. Néanmoins, la faiblesse des effectifs participant à la prise du pouvoir rappelle qu'il ne s'agit justement pas d'une révolution populaire, mais bien du coup d'Etat d'un parti politique. La force des bolcheviques sera de transformer ces deux points négatifs (manque de secret et faiblesse numérique) en atouts, retournant ainsi contre l'adversaire sa supériorité théorique. En effet, l'acte ne reste guère secret avant son accomplissement, puisque le 17 octobre, le journal de Gorki, *Novaya jizn* (*Vie nouvelle*), tirant à 10.000 exemplaires, publie une mise en garde au parti bolchevique contre un coup d'Etat qui entraînerait la fin du parti et de la révolution. Le lendemain, Kamenev et Zinoviev firent connaître leur position dans ce même journal, appelant à un gouvernement socialiste de coalition. Plus, ils écrivent qu'il est prématuré de prendre le pouvoir (reconnaissant ainsi qu'il existe des préparatifs en ce sens) car le parti est trop faible. Ils réfutent même l'idée que le parti bolchevique soit soutenu par une majorité du peuple et du prolétariat mondial. Par là, ils remettent en cause la théorie de l'avant-garde. On mesure ainsi, encore une fois, les doutes régnant encore au sein du parti bolchevique, d'autant plus que, le 20 octobre, même la rédaction de l'organe central du parti approuve Kamenev et Zinoviev<sup>64</sup>. Lénine réclamera même - sans l'obtenir - l'exclusion des deux opposants. De plus, le CMR, installé à l'Institut Smolny, travaille sans presque se cacher. Sa franchise est sa meilleure arme : est-ce ainsi que l'on prépare un soulèvement, interroge Trotsky ?<sup>65</sup> Il est cependant permis de se demander si le leader bolchevique ne travestit pas un peu facilement la faiblesse de la préparation de l'acte, derrière cette apparente tactique. Toujours est-il que les projets bolcheviques sont donc connus de l'opinion publique et du gouvernement. Ce qui devrait logiquement constituer une faiblesse devient un atout. Dans un premier temps et pour la forme, Trotsky, attaqué par

les mencheviks au comité exécutif des soviets, nie tout projet d'insurrection, mais déclare les bolcheviques résolus à défendre le prochain congrès des soviets contre toute action contre-révolutionnaire<sup>66</sup>. Dans un deuxième temps, l'insurrection est plusieurs fois reportée. D'abord attendue pour le 17, puis le 20 et enfin le 22 octobre, elle ne survient pas à ces dates. Cela contribue à convaincre l'adversaire et l'opinion que l'insurrection n'est peut-être qu'un « serpent de mer », souvent annoncé mais jamais concrétisé. C'est parce que le coup d'Etat est souvent annoncé que l'on finit par ne plus croire à son exécution.

Dans le même ordre d'idées, les bolcheviques vont être servis par la faiblesse de leurs troupes puisque le gouvernement ne juge pas utile de prendre de réelles mesures de protection. Lorsque le Conseil de la République, sollicité par Kérénsky, refuse d'apporter un quelconque soutien au gouvernement, celui-ci ne s'en inquiète donc pas outre mesure. En octobre 1917, le parti bolchevique compte certes entre 100.000 et 200.000 membres<sup>67</sup>, ce qui n'est pas négligeable, mais répartis dans toute la Russie et, on l'a mentionné *supra*, ils sont loin de tous approuver la prise du pouvoir, ni même d'en être informés. De ce fait, les participants d'Octobre sont quelques milliers de soldats de la garnison, marins de Cronstadt, gardes rouges de Vyborg ou militants bolcheviques de Petrograd puis Moscou. Alors que le CMR est entré en contact avec une quarantaine d'unités militaires de Petrograd (qui en comptait 180), avec les Gardes rouges de 200 usines et une quinzaine de comités de quartiers (soit une force de 20.000 à 30.000 hommes), seuls 6 à 7.000 hommes participèrent à l'assaut du côté des bolcheviques<sup>68</sup>, soit *grosso modo*, 2.500 soldats des régiments Pavlovski et de Keksholm, 2.500 marins de Cronstadt, 2.000 gardes rouges. En outre, les bolcheviques ne sont pas majoritaires dans tous les soviets, ni dans tous les corps de métiers, notamment chez les cheminots et employés des postes et téléphones (deux secteurs stratégiques, on l'a constaté lors du putsch Kornilov). Lorsque Trotsky écrit que le CMR n'appelle pas à la grève générale (contrairement à Février), parce qu'il n'en voit pas le besoin, se sentant déjà maître de la situation<sup>69</sup>, n'est-ce pas plutôt parce qu'il sait ne pas être majoritaire et craint l'échec de la mobilisation ? N'est-ce pas aussi parce qu'un coup d'Etat ne repose pas sur la mobilisation des masses ? C'est pourquoi, dans les troupes comme dans les soviets, les bolcheviques comptent plus sur la passivité que sur le soutien. Que soldats et soviets se bornent à ne pas soutenir le gouvernement suffira. Trotsky l'écrit sans ambiguïté au sujet des cheminots réticents : depuis septembre le mécontentement envers le gouvernement progresse chez eux, il n'est donc pas utile d'essayer de les convaincre avant l'insurrection, car ils seront emportés par le mouvement des noyaux révolutionnaires lors de l'insurrection<sup>70</sup>. On peut donc suivre Martin Malia qui, devant l'absence de participation populaire, notera que « de toutes les grandes journées de 1917, octobre est la moins impressionnante »<sup>71</sup>. La chance des bolcheviques réside en l'absence généralisée de soutien au gouvernement, qui ne peut compter que sur 1.500 à 2.000 hommes. Le mouvement d'octobre n'apparaît donc ni très populaire ni très puissant.

C'est en deux jours, les 24 et 25 octobre 1917, que va s'effectuer la prise du pouvoir. On relèvera au préalable que l'insurrection a été déclenchée (de façon rampante), le matin du 24, donc sans Lénine, qui n'arrivera à l'Institut Smolny que le soir<sup>72</sup>. C'est en fait le gouvernement qui prend l'initiative au matin du 24, par plusieurs mesures... non exécutées : fermeture de l'imprimerie des bolcheviques (rouverte par la force), ordre au croiseur *Aurore* de prendre la mer (il n'obéira pas), coupure du téléphone à l'Institut Smolny (la radio du croiseur *Aurore* relaie les ordres des bolcheviques et diffuse la rumeur d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire). Non seulement de telles décisions s'avèrent impuissantes à gêner les bolcheviques, mais elles donnent à penser que le gouvernement prépare un coup d'Etat. Dès lors, l'acte des bolcheviques pourra sembler plus un acte défensif qu'offensif<sup>73</sup>, ce qui s'avère important pour la légitimation immédiate de la prise du pouvoir. En réaction, les bolcheviques s'emparent de la forteresse Pierre-et-Paul, dont les canons dominent le Palais d'Hiver, dans lequel les forces défendant le gouvernement provisoire se délitent. Le régiment motocycliste refuse de défendre plus longtemps le Palais d'Hiver. Il est remplacé par des *junkers* (élèves-officiers). Le gouvernement fait occuper les gares

par des junkers, déploie des troupes dans les rues, et ferme les ponts sur la Neva, alors que les bolcheviques s'emparent facilement du téléphone et du télégraphe. Enfin, dans la nuit du 24 au 25, des navires de la flotte de la Baltique remontent la Neva. La première journée s'achève donc sur un curieux constat : le pouvoir n'est pas officiellement pris, et les deux camps en restent à s'observer. Cependant, dans la mesure où le gouvernement provisoire n'est guère plus qu'un symbole, sa chute officielle peut attendre, selon Trotsky. Tel n'est pas l'avis de Lénine, qui, plus classique en matière de prise du pouvoir, s'offusque que le Palais d'Hiver n'ait pas fait l'objet des premières initiatives. Au matin du 25 octobre, il menacera même les membres du CMR du peloton d'exécution si le Palais d'Hiver n'est pas pris<sup>74</sup>.

Comme en Brumaire, la seconde journée sera décisive. Les opérations débutent vers 2 heures du matin, par l'occupation des gares, des centrales électrique et téléphonique, des arsenaux et entrepôts, du service des eaux, du pont du Palais, de la banque d'Etat, des grandes imprimeries, des télégraphes et de la poste par les bolcheviques, lesquels ne rencontrent aucune résistance, car les junkers s'enfuient sans combattre. Curzio Malaparte a souligné comme signe d'une profonde modernité le fait que l'insurrection s'empare d'abord des centres techniques plutôt que des centres militaires. Or, c'est bien parce que les centres militaires ont d'abord été neutralisés le 24 octobre et que les bolcheviques se sont assurés de la passivité des troupes de Petrograd qu'ils s'emparent des organes techniques le 25. D'ailleurs, dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotsky ne distingue pas la prise de contrôle des centres techniques et des organes politiques et militaires. Il faut donc souligner l'erreur d'analyse de Malaparte, dont il semble que, sur ce point du moins, c'est à tort que l'ouvrage a fait date<sup>75</sup>.

Alors que, dans les régiments, les officiers non-bolcheviques sont arrêtés, Smolny diffuse un bulletin de victoire vers 10 heures du matin : " Le gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir d'Etat passe aux mains du Comité militaire révolutionnaire "..... alors que le gouvernement existe toujours, ainsi que l'état-major. A ce message prématuré, on peut apporter deux commentaires. D'une part, proclamer la prise du pouvoir alors qu'elle n'est pas encore complète est une technique pour décourager ceux qui voudraient se lever pour défendre le gouvernement. D'autre part, il est révélateur que c'est au CMR que Lénine transfère le pouvoir, et non au congrès des soviets, qui s'est ouvert au matin du 25 et pourrait donc recevoir les rênes de l'Etat. Pour Lénine, les ouvriers et soldats, en se soulevant, ont anticipé sur la volonté du congrès d'édifier le socialisme<sup>76</sup>, mais une telle décision rend inévitable la rupture entre les bolcheviques et les autres organisations présentes au congrès des soviets. Il n'est pas abusif de parler ici d'incohérence des bolcheviques. Alors que c'est le soviet qui - officiellement - a ordonné le coup d'Etat, c'est un organe du parti bolchevique qui reçoit le pouvoir, avant que le leader de ce même parti ne le remette ensuite aux soviets réunis en congrès. On constate une nouvelle fois les divergences entre Lénine, qui agit en chef du parti bolchevique, et Trotsky, plus tacticien.

La suite de la journée doit donc concrétiser les annonces faites par l'Institut Smolny. Le préparlement est dispersé, et l'état-major est pris sans résistance. Reste le Palais d'Hiver, devant lequel les quelques échanges de coups de feu entre junkers et bolcheviques entraînent les premiers morts et blessés du coup d'Etat, avant que le croiseur *Aurore* n'ouvre le feu (à blanc) et que la forteresse Pierre-et-Paul ne tire une trentaine d'obus (dont 2 ou 3 seulement atteindront la cible)<sup>77</sup>. La prise du Palais est donc, à l'image de la préparation du coup d'Etat, brouillonne et maladroite. On comprend donc que la propagande bolchevique éprouvera le besoin de réécrire l'histoire, comme en témoignera en 1927 le film de Sergéï Eisenstein « Octobre », qui met en scène une foule ivre de colère montant glorieusement à l'assaut du Palais d'Hiver, ainsi que d'héroïques artilleurs et marins abattant avec courage un pouvoir résistant de toutes ses forces. En réalité, les défenseurs du Palais d'Hiver se sont débandés après une résistance symbolique. Le Palais est pris à 02h04, les ministres sont arrêtés à 2h10, dans la nuit du 25 au 26, par Antonov-Ovséenko. Au soir du 25, le bilan humain du coup d'Etat s'élève à une douzaine de morts et quelques blessés<sup>78</sup>, sans grands désordres dans la capitale. On est loin de l'élan libérateur d'un

peuple en furie<sup>79</sup>, ce qui, là encore, n'accrédite pas l'idée d'une révolution. D'après le capitaine Sadoul, membre de la mission française, pendant et immédiatement après la prise du pouvoir, la situation est très calme, les services publics fonctionnent, les citoyens se comportent comme de coutume : rien n'a l'air changé<sup>80</sup>.

Cependant, la résistance n'est pas encore complètement vaincue. Au second congrès panrusse des soviets, les bolcheviques ont 390 délégués sur 650, soit la majorité absolue, ce qui permet à Trotsky d'écrire que c'est le "parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale" puisque "la nation plébéienne avait envoyé pour la première fois une représentation honnête, non fardée, faite à son image et ressemblance"<sup>81</sup>. En réalité, ce congrès est moins représentatif que son prédécesseur de juin, car nombre de soviets locaux s'étaient prononcés contre la tenue du IIème congrès et n'y avaient pas envoyé de représentants<sup>82</sup>. Il perd encore en représentativité lorsque, refusant ce qu'ils qualifient de coup d'Etat, mencheviks et SR de droite quittent le congrès. Dans la nuit du 25 au 26, ils fondent, avec d'autres organismes (dont le Comité exécutif central et l'Exécutif des conseils paysans) un "Comité panrusse de salut de la Patrie et de la Révolution", qui se pose en successeur du gouvernement provisoire et dénonce un coup d'Etat sans légitimité. Martov et les internationalistes, qui avaient proposé un gouvernement de coalition, quittent également le congrès, où ne demeurent que bolcheviques, SR de gauche et quelques gauchistes<sup>83</sup>. Le congrès ainsi réduit adopte un texte de Lénine attribuant tout le pouvoir aux soviets. Les bolcheviques créent un gouvernement, dénommé Conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine, et qui comprend 4 ouvriers et 11 intellectuels<sup>84</sup>. De même, le nouveau Comité exécutif central comprend 62 bolcheviques, 29 SR de gauche et 10 autres socialistes. Ce nouveau gouvernement n'aura guère de mal à disperser les membres du Comité panrusse de salut de la Patrie et de la Révolution, ni à briser la dérisoire opposition du dernier membre de l'ex-gouvernement encore en liberté, Alexandre Kérénsky. Parti pour le front dans la voiture de l'ambassadeur des Etats-Unis, il n'a pu convaincre que le général Krasnov de marcher contre les bolcheviques, mais celui-ci n'est parvenu à rassembler que 700 cavaliers, vite arrêtés devant Petrograd<sup>85</sup>. C'est sur un autre terrain que se joue la réussite de la « révolution » d'Octobre. A Moscou, de vrais combats, pendant huit jours, tuèrent 500 gardes rouges<sup>86</sup>, mais permirent aux bolcheviques de contrôler la seconde capitale. Si l'on s'en tient à ses symboles officiels (palais gouvernemental, sièges des autorités civiles et militaires..), le pouvoir est pris. L'exercer est une autre affaire.

### **Un pouvoir mal maîtrisé**

Le nouveau pouvoir est fragile, comme l'illustrent les premières mesures adoptées par le gouvernement soviétique. En effet, si la désorganisation de la Russie (*supra*) aide les bolcheviques à prendre le pouvoir, elle se révèle une dangereuse menace une fois qu'ils sont installés au pouvoir, à tel point que, dans les semaines suivant le 25 octobre, on peut estimer que le « non pouvoir » du gouvernement provisoire a été remplacé par le « non pouvoir » bolchevique. Martin Malia écrit très justement que le gouvernement ne subsiste que parce qu'il n'existe aucune force organisée contre lui : le gouvernement conserve le pouvoir mais ne gouverne pas<sup>87</sup>. Surtout, au vu de l'opposition rencontrée, on doute encore un peu plus du caractère populaire d'Octobre. Enfin, nous avons dit *supra* qu'une révolution se mesurait aussi à ses conséquences. Pour ces raisons, il convient donc d'examiner les premiers temps du nouveau pouvoir.

#### *Les premières mesures*

Les premières décisions du gouvernement bolchevique, annoncées au congrès des soviets, se résument aux deux mots d'ordre classiques : la paix et la terre aux paysans. Très explicitement, Trotsky déclare que le décret sur la terre est l'instrument "d'une insurrection qui a encore à conquérir le pays", ce qui, encore une fois, va à l'encontre de l'idée d'une révolution, acte populaire. Lénine sait que les paysans désirent accéder à la propriété, et non la voir nationalisée. Aussi, le 25 octobre, Lénine estime-t'il que

les bolcheviques doivent mettre de côté, pour un temps, leur programme agraire, et adopter celui des SR, au prix d'un nouvel accommodement avec le marxisme, mais cette tactique à court terme ne vaut pas pour l'avenir<sup>88</sup>. Un décret met donc la terre à disposition de ceux qui la cultivent, abolit (sans indemnisation) la grande propriété et interdit le travail salarié. Cependant, c'est loin d'être une rupture fondamentale, et le décret ne fait qu'entériner la situation existante, tout en apportant aux bolcheviques l'appui des paysans. Dans les autres secteurs de l'économie, les premières mesures sont tout aussi timides. Les nationalisations bancaires ne touchent pas aux capitaux entreposés dans les banques, mais transfèrent juste la propriété des banques à l'Etat, établissant ainsi un "capitalisme d'Etat". De même, l'établissement du contrôle ouvrier sur les entreprises ne supprime pas la propriété de celles-ci (le décret sur l'expropriation de l'industrie lourde ne sera pris que le 28 juin 1918). Les conséquences immédiates d'Octobre ne sont donc guère révolutionnaires. Hélène Carrère d'Encausse estime qu'entre octobre 1917 et juin 1918, deux situations différentes sont faites entre les campagnes, où le gouvernement bolchevique a reconnu les aspirations paysannes à la propriété, et les villes, dans lesquelles il freine le mouvement ouvrier en s'efforçant de maintenir la propriété industrielle<sup>89</sup>. En réalité, dans les deux cas, les bolcheviques composent entre le dogme idéologique et la fragilité de leur pouvoir. Pour veiller sur celui-ci, il a d'ailleurs été établi le 20 décembre 1917 un "organe de la dictature du prolétariat chargé de la sécurité de la République soviétique", dénommé "Commission extraordinaire panrusse de lutte envers la contre-révolution, la spéculation et le sabotage" (*Vetcheka*, abrégée en *Tcheka*, et dirigée par Félix Dzerjinski). Au vu des résistances qui se sont fait jour après le 25 octobre, ce n'est pas inutile.

### *Une résistance au coup d'Etat*

Avant même la guerre civile qui ravagera la Russie entre 1918 et 1920, la prise de pouvoir par les bolcheviques rencontra une opposition, émanant de plusieurs catégories de Russes.

#### 1. Certains fonctionnaires

Dès le 26 octobre, une partie des fonctionnaires s'est mise en grève, mais sont remplacés par des bolcheviques. Au congrès des soviets, le représentant du *Vikjel* (comité exécutif de l'union des cheminots) a condamné la prise du pouvoir par un seul parti, et menace d'arrêter les trains de ravitaillement de Petrograd.

#### 2. Certains marxistes

Après la protestation du *Vikjel*, une délégation conduite par Kamenev le rencontre et accepte un gouvernement de 18 membres dont 5 bolcheviques, et qui ne comprendrait ni Lénine ni Trotsky. De plus, ces bolcheviques protestent également contre les atteintes aux libertés de la presse. Bien évidemment, Lénine refuse ce remaniement gouvernemental, et Kamenev, Rykov, Milioutine, Zinoviev, Noguine quittent le comité central. De même, Rykov, Milioutine, Teodorovitch et Noguine quittent le Soviet des commissaires du peuple (*Sovnarkom*) avant de revenir sur leur décision à la suite des menaces de Lénine. De plus, le *Vikjel* ne contrôle pas réellement les voies ferrées, car plusieurs cheminots sont bolcheviques : la menace de paralysie s'évanouit<sup>90</sup>. A côté des bolcheviques, d'autres marxistes orthodoxes critiqueront Octobre, tel Plekhanov qui, évoquant un coup d'Etat, quittera la Russie en 1918.

#### 3. La province

Lorsque le pouvoir est évanescant, contrôler Petrograd et Moscou ne permet pas de contrôler la Russie. Qu'en est-il de la province ? Oskar Anweiler résume la situation : en province, contrairement à février, la révolution d'octobre ne fait pas l'unanimité<sup>91</sup>. La nouvelle de la prise du pouvoir par les bolcheviques mit des semaines à se diffuser et y rencontra fréquemment l'opposition. Les soviets eux-mêmes y étaient souvent hostiles, amenant alors les bolcheviques à avancer que les masses étaient plus à gauche que les soviets, ce qui revenait à délégitimer les soviets... au nom de qui avait été pris le pouvoir ! Une nouvelle

fois, les faiblesses théoriques de l'argumentation bolchevique se révèlent. En fait, la province n'est pas unanime dans sa réaction, et Nicolas Werth distingue trois types de situation<sup>92</sup>. Dans les villes et régions à tradition ouvrière ancienne et classe ouvrière homogène (Ivanovo, Kostroma, cités minières de l'Oural), les bolcheviques disposaient avant Octobre d'une prépondérance dans les soviets ou comités d'usine, et la prise de pouvoir s'y effectua donc en douceur. Dans les grands centres industriels et commerciaux (Kazan, Samara, Saratov, Nijni-Novgorod... moins homogènes socialement), les soviets étaient majoritairement mencheviks et SR, mais les bolcheviques, souvent appuyés sur les garnisons et comités d'usine, y prirent le pouvoir après un conflit limité. En revanche, dans les villes moyennes, peu industrielles, capitales agricoles et centres commerciaux (Koursk, Voronej, Orel, Kaluga, Tambov, villes sibériennes...), les bolcheviques sont très minoritaires. Souvent, les soviets locaux créèrent des "comités de sauvegarde" anti-bolcheviques, ce qui explique que la conquête du pouvoir par les bolcheviques se fit grâce à des éléments venus de l'extérieur et après une violente lutte. De même, là où ils n'étaient pas majoritaires, les bolcheviques formèrent des comités révolutionnaires qui se substituèrent aux autorités et obligèrent les soviets à les rallier. Ils y furent aidés par le fait que, souvent SR de droite et mencheviks avaient quitté les soviets en guise de protestation, afin de créer avec la douma locale des "Comités pour le salut de la révolution". Dans les semaines qui suivirent la prise de pouvoir, les soviets furent quasiment tous soumis à réélection (victoire des bolcheviques et SR de gauche). Les foules provinciales - et notamment les troupes - restèrent attentistes, ce qui servit les bolcheviques. Selon Nicolas Werth, un mois après Octobre, le gouvernement contrôle "la majeure partie du nord et du centre de la Russie jusqu'à la Volga moyenne, mais aussi un certain nombre de grandes agglomérations jusque dans le Caucase (Bakou) et en Asie centrale (Tachkent). Les mencheviks restaient influents en Géorgie ; les SR tenaient un certain nombre de soviets dans les petites villes et les bourgs"<sup>93</sup>. En effet, dans certaines provinces, les nationalités ont refusé le coup de force<sup>94</sup>. Le parti socialiste biélorusse (la *Gromada*), force dominante du comité national biélorusse, a refusé de reconnaître le coup d'Etat et a convoqué le congrès national biélorusse, qui proclame l'indépendance (nuit du 17 au 18 décembre 1917). En Crimée, le soviet et la première conférence des bolcheviques de Crimée condamnèrent le coup d'Etat (des marins de la Baltique y furent envoyés, qui reprirent la situation en main), et en Géorgie, la tentative des bolcheviques de s'emparer du pouvoir à Tiflis (novembre 1917) a échoué du fait des ouvriers géorgiens.

#### 4. L'armée<sup>95</sup>

A la nouvelle du coup d'Etat, le Comité interarmées auprès de la *Stavka* (Grand Quartier Général) de Moghilev, organe électif suprême de l'armée, mit sur pied un nouveau gouvernement de coalition socialiste, et appela au rétablissement des libertés politiques, à la réunion de la Constituante, à la remise des terres aux comités agraires et à l'ouverture de pourparlers de paix. Le gouvernement bolchevique y dépêcha Krylenko, nommé commandant en chef, et qui dissout le comité, organisa un congrès interarmées (24 décembre) auquel participèrent des représentants des unités combattantes (sauf les troupes caucasiennes), et désigna un nouveau Comité militaire révolutionnaire central, dominé par les bolcheviques, lequel confirma Krylenko dans ses fonctions. Quant à l'organe central des comités de marins, la *Centroflot*, resté neutre en Octobre, il condamna également la prise du pouvoir. Le gouvernement créa un Comité naval révolutionnaire, composé de matelots bolcheviques<sup>96</sup>, qui obtint la dissolution de la *Centroflot*, accusée de ne plus correspondre aux sentiments des masses. Puis, un Congrès panrusse des marins se prononça pour le soutien au gouvernement bolchevique, par 160 voix contre 2 et 28 abstentions.

#### 5. Certains groupes sociaux

Outre certaines nationalités (*supra*), l'opposition émana surtout des paysans. Le Comité exécutif panrusse des soviets de députés paysans appela à ne pas reconnaître le nouveau régime, et voulut confier tout le pouvoir à la future assemblée constituante<sup>97</sup>. Convoqué à Moscou pour le 23 novembre,

un Congrès panrusse des conseils paysans refusera d'entendre Lénine, et couvrira ses paroles par un vacarme lorsqu'il s'exprimera néanmoins. Ce congrès adopta encore une motion exigeant un gouvernement de coalition socialiste sans les bolcheviques. Toutefois ceux-ci, unis aux SR de gauche, parvinrent à briser l'unité de la paysannerie lors d'un second congrès panrusse des députés paysans (du 9 au 25 décembre 1917). Face aux 305 SR de droite, les 350 SR de gauche et 91 bolcheviques provoquèrent une scission le 17 décembre, et fusionnèrent avec le Comité exécutif central des conseils de députés ouvriers et paysans. Cette méthode de « scission-regroupement » menant à la constitution d'un nouvel organe supplantant la formation d'origine, fut également employée dans les campagnes.

Les bolcheviques sortent donc affaiblis mais vainqueurs de la résistance disparate opposée à leur accession au pouvoir. Les raisons de leur victoire tiennent au mécontentement populaire, à la clarté et la simplicité des mots d'ordre bolcheviques, plus séducteurs que les programmes vagues et incertains des autres partis qui, de surcroît, avaient déçu. Surtout, il n'existe pas de force capable de les contrecarrer, qu'il s'agisse des troupes, de la société civile (entendue comme un groupe éclairé, capable de se gouverner lui-même et échappant donc à l'emprise de l'Etat)<sup>98</sup> ou des mouvements politiques adverses. En 1917, une opposition libérale efficace n'est pas prête à prendre la relève (ce qui s'était produit en France en 1789) et, selon Martin Malia, la solution radicale était inévitable<sup>99</sup>. De plus, les bolcheviques étaient les seuls à disposer d'un parti organisé, dirigé par une élite de militants professionnels, ayant l'expérience d'une action concertée, ce qui, malgré l'improvisation du coup d'Etat, les a beaucoup servis, au milieu du chaos grandissant. Hélène Carrère d'Encausse écrit que « *la révolution d'Octobre découle moins de l'insurrection organisée par Lénine et Trotski que de la volonté générale d'échapper à l'anarchie* »<sup>100</sup>. L'acceptation d'Octobre par les masses serait donc à relier à la lassitude du désordre, la volonté d'éviter une possible contre-révolution, ce qui ferait donc paradoxalement d'Octobre un coup d'Etat de l'ordre, catégorie forgée par Curzio Malaparte, si celui-ci ne réservait cette qualification aux coups d'Etat conservateurs accomplis par les « catilinaires de droite »<sup>101</sup>. Octobre pourrait néanmoins être rattaché à cette catégorie de coup d'Etat si l'on considère que l'ordre (fin du chaos) serait le motif des foules, et pas forcément celui des concepteurs.

En conclusion sur ce point, nous pouvons donc retenir la conclusion d'Oscar Anweiler, qui mène une nouvelle fois à reconnaître Octobre comme un coup d'Etat : « Les bolcheviks préparèrent et accomplirent la révolution au cri de "Tout le pouvoir aux conseils !". Mais un examen de la réalité historique révèle que la prise en charge du pouvoir ne fut souhaitée que par une fraction des conseils d'ouvriers, soldats et paysans, et que seule cette dernière apporta effectivement son concours à l'opération »<sup>102</sup>. Les derniers actes de résistance ne parviendront pas à faire échouer le coup d'Etat, mais illustrent un peu plus l'isolement des bolcheviques, et l'absence de mouvement populaire puissant.

#### *Un nouveau coup d'Etat, la dissolution de l'assemblée constituante*

Les bolcheviques ne peuvent différer l'élection de l'assemblée constituante, puisque eux aussi, avant la prise du pouvoir, ont mis en exergue la future assemblée afin de délégitimer le gouvernement provisoire. Le décret du 26 octobre, qui crée le conseil des commissaires du peuple, le définit donc comme provisoire. Les électeurs se partagent entre les KD (4,7% des voix et 17 sièges, mais Lénine avait interdit ce parti comme « bourgeois » et fait arrêter quelques-uns de ses dirigeants, sous le prétexte de la préparation d'un coup d'Etat<sup>103</sup>), les bolcheviques (24%, 175 sièges) et les SR (40%, 410 sièges), divisés entre SR de droite et de gauche, ce qui permettra ensuite à Lénine d'affirmer que le peuple avait surtout voulu voter pour les SR de gauche (alliés des bolcheviques) et de dénier ainsi toute légitimité aux SR de droite. Les mencheviks obtiennent 16 sièges. Les bolcheviques sont donc minoritaires au sein de l'assemblée mais, avant même la réunion de celle-ci, le gouvernement a pris plusieurs mesures à son encontre<sup>104</sup> : décret du comité exécutif central des soviets quant au droit de révoquer les députés et procéder à de nouvelles élections, report du jour d'ouverture de l'assemblée (fixé le 11 décembre), dissolution de l'ancienne Commission des élections et transfert de ses attributions à une Commission

soviétiste, campagne de propagande dénigrant la Constituante, etc. La dissolution de l'assemblée est donc prévue avant même qu'elle ne se soit réunie, à tel point que quelques bolcheviques s'élèvent contre le futur coup de force contre elle (Kamenev, Larine, Riazanov, Milioutine, Sapronev)<sup>105</sup>. En réaction, Lénine publiera ses *Thèses sur l'Assemblée constituante*, où il considère les « formalistes » comme des traîtres à la cause du prolétariat, et où il s'efforce de démontrer que les résultats électoraux ne correspondent pas réellement à la volonté du peuple. Selon lui, du fait que les masses évoluent constamment vers la gauche, la composition de l'assemblée ne reflète pas cette évolution... ce qui revient à estimer que les masses ne votent pas comme elles pensent.

Le 18 janvier 1918, jour d'ouverture de la session de la Constituante, et alors qu'une manifestation pacifique rassemble des centaines d'ouvriers à l'appel des SR, Lénine s'allie avec les 40 SR de gauche (qui entrent au comité central) en même temps qu'il récuse les SR de droite (soit 370 députés). Pour lui, la révolution est supérieure à la Constituante, forme de la démocratie bourgeoise dont l'heure est passée. Dès la première séance, la majorité de l'Assemblée s'oppose aux bolcheviques, et refuse de discuter (par 237 voix contre 136) la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, qui appelle l'assemblée à se soumettre au gouvernement. De même, l'assemblée annule les décrets d'Octobre, et élit à sa présidence le SR Tchernov (contre la SR de gauche Maria Spiridonova, soutenue par les bolcheviques). Bolcheviques et SR de gauche quittent l'assemblée, avant que le Comité exécutif central de Russie ne décide sa dissolution. Le 19 janvier, l'assemblée ne peut plus se réunir, dispersée par les marins de la flotte de la Baltique. On peut estimer que la dissolution d'une assemblée légalement et légitimement élue est un nouveau coup d'Etat. Lénine assimile la volonté du parti bolchevique et la volonté des soviets. Comme l'illustre la dissolution de l'assemblée, c'est sur la force que le parti bolchevique, isolé, compte désormais. Personne, dans le pays, ne se leva pour défendre l'assemblée. Les paysans, qui avaient obtenu la terre (premier décret bolchevique) ne s'intéressaient plus à la politique, et les ouvriers faisaient confiance aux soviets. A Petrograd, quelques SR tentèrent d'organiser une protestation qui rassembla des ouvriers de l'usine Oboukhov, de la Cartoucherie, d'autres usines, des quartiers de Vassilevski, de Vyborg... derrière les bannières du parti social-démocrate russe. Désarmés, il se firent tirer dessus par les troupes fidèles aux bolcheviques, alors que la majorité de la population resta indifférente (sauf Gorki, qui dénoncera le fait). Après la dissolution, les bolcheviques procédèrent comme avec les autres comités qui leur avaient résisté (*supra*). Le 23 janvier vit la réunion du IIIème congrès panrusse des soviets de députés d'ouvriers et soldats, avec lequel le IIIème congrès des députés paysans fusionna trois jours plus tard, et dans lequel les bolcheviques sont majoritaires. C'est ce congrès qui, le 28 janvier, proclamera la République socialiste soviétique de Russie.

Néanmoins, l'année 1918 ne s'annonce pas sous les meilleures auspices pour les bolcheviques. Le printemps est particulièrement difficile, cumulant les problèmes cruciaux de ravitaillement, accrus par le retour des prisonniers et blessés après Brest-Litovsk, le chômage, et le mécontentement populaire. Quelques élections partielles à des soviets produisent des majorités SR-mencheviks, lesquels n'hésitent parfois pas à entrer en conflit armé avec les bolcheviques, ce qui entraîne une impitoyable répression<sup>106</sup>. Alors que s'amorce la contre-révolution soutenue par les Alliés, et que Lénine est victime d'un attentat (15 janvier 1918), les SR de gauche se dressent contre les bolcheviques en juillet 1918, mécontents de la politique agraire, de la paix de Brest-Litovsk et de la prépondérance de leurs alliés. A leur tour, ils fomentent un coup d'Etat, qui doit se dérouler lors du Vème congrès des soviets, tenu au Bolchoï, du 4 au 10 juillet. A ce congrès, les SR de gauche mettent en cause les élections, condamnent la persécution des koulaks ainsi que l'armistice. Maria Spiridonova s'en prend à Lénine, accusé de trahir les paysans, et menace " de reprendre le revolver et la bombe ". D'ailleurs, le 6 juillet, un SR de gauche assassine l'ambassadeur d'Allemagne, le comte Von Mirbach, alors que le bolchevique Félix Dzerjinsk est arrêté. C'est le début officiel du putsch. En parallèle, la poste centrale est occupée et le Kremlin est bombardé. Les SR s'emparent également de Iaroslav et, le 30 août, ils assassineront Ouritski, président de la *Tcheka* de Petrograd. Enfin, la SR de droite Fanny Roid-Kaplan blessera grièvement Lénine. Face à

cela, les défenses des bolcheviques ne s'élèvent qu'à 2.750 tirailleurs lettons et 80 élèves-officiers... mais les forces des SR sont encore plus faibles et peu disposées à s'insurger. La contre-attaque bolchevique avec la division lettonne de Vatsétis permet de mettre fin au danger, dès le 7 juillet<sup>107</sup>. Si l'insurrection SR n'a eu qu'un faible poids matériel, elle présente en revanche un fort poids symbolique. L'alliance avec les SR de gauche permettait aux bolcheviques de ne pas sembler les uniques concepteurs et bénéficiaires de la prise du pouvoir. Elle donnait l'image d'un multipartisme, pouvant refléter - en théorie du moins - une assise populaire assez large. Cette façade qui tombe renvoie encore un peu plus à la réalité d'un coup d'Etat. Désormais, les bolcheviques sont les seuls détenteurs du pouvoir, d'autant plus que l'été 1918 voit également l'épuration des éléments non bolcheviques au sein des soviets<sup>108</sup>.

Des premières réflexions théoriques sur l'instauration du socialisme en Russie jusqu'aux actes suivant la prise du pouvoir, c'est incontestablement à un coup d'Etat que mène l'analyse. Dès lors, pourquoi est-ce sous le vocable de « révolution » que l'acte d'Octobre passa à la postérité ?

### **Interprétations d'Octobre**

Que la qualification de « révolution » se soit imposée est d'autant plus étonnante que les premiers observateurs (favorables ou défavorables) de l'acte l'avaient souvent qualifié de coup d'Etat. Témoin des faits, Boris Kritchevski, correspondant de *l'Humanité*, écrira n'avoir vu “ *ni trace d'insurrection ouvrière ni prise de pouvoir par les soviets* ”. Pour lui, Octobre “ *n'est qu'un complot dans toute la force du terme, bien organisé à ciel ouvert, au nez et à la barbe d'un gouvernement impuissant...* ”<sup>109</sup>. *L'Humanité* présente bien Octobre à ses lecteurs comme un coup d'Etat<sup>110</sup>. Cependant, après sa huitième correspondance, Boris Kritchevski est censuré, concession que la majorité de la SFIO a concédé à la minorité révolutionnaire<sup>111</sup>. Ce faisant, cette tendance précédait nombre d'historiens, journalistes, hommes de lettres, etc. dans le processus de qualification révolutionnaire. Inévitablement, l'interprétation d'Octobre pose la question des critères de la révolution et du coup d'Etat. Par la suite, la définition retenue pèsera lourdement sur l'histoire ultérieure du communisme.

#### **Une définition contestée**

Selon Rosa Luxembourg, les bolcheviques ont compris que si la révolution n'accélère pas, elle revient en arrière : en prenant le pouvoir, ils ont ainsi sauvé la révolution<sup>112</sup>. Pour elle, on ne peut dissocier Octobre de l'ensemble du mouvement révolutionnaire. En l'insérant ainsi au sein du tourbillon entamé en février, elle le couvre de la légitimité révolutionnaire. On pourrait logiquement penser qu'une telle analyse sera celle de l'ensemble des bolcheviques, soucieux de présenter leur acte comme une révolution et non un coup d'Etat. Or, selon Martin Malia, “ jusqu'au milieu des années vingt, les bolcheviques eux-mêmes parlaient d'Octobre comme d'un *perevorot*, c'est-à-dire comme d'un coup de force ”<sup>113</sup>. Rosa Luxembourg également évoque le “ coup d'Etat d'octobre ”<sup>114</sup>, mais n'en critique pas le principe, estimant, au vu des circonstances, que la démocratie et le socialisme ne pouvaient être réalisés en Russie, et que Lénine et Trostky ont agi “ sous la contrainte et dans le tumulte des événements ”<sup>115</sup>. Quant à Trotsky, il développe une argumentation multiforme particulière. Non seulement il admet la qualification de coup d'Etat, mais l'acte est, sous sa plume, diversement dénommé. A première vue, il semble confondre les notions d'insurrection, révolution et coup d'Etat. Au sujet d'Octobre, à plusieurs reprises, il évoque “ l'insurrection d'Octobre ”, alors qu'il emploie l'expression de “ coup d'Etat ” pour les événements français de 1848 et septembre 1870<sup>116</sup> qui, selon lui, ne sont pas de grandes révolutions substituant un régime social à un autre, mais “ un remaniement politique sur les bases d'un même régime social ”<sup>117</sup>. Il y aurait donc révolution quand des changements sociaux majeurs s'ensuivent, et coup d'Etat quand l'ordre social existant est maintenu ? Dès lors, Octobre serait alors effectivement une révolution. Il complète la distinction, en établissant un critère en fonction des acteurs de l'acte : “ *une insurrection victorieuse, qui ne peut être que l'oeuvre d'une*

*classe destinée à prendre la tête de la nation, par sa signification historique et par ses méthodes, est profondément distincte d'un coup d'Etat de conspirateurs agissant derrière le dos des masses* <sup>118</sup>. L'insurrection, ainsi proche de la révolution, est l'oeuvre des masses, alors que le coup d'Etat n'émane que d'une clique de conspirateurs. La question se pose alors d'établir un seuil, en nombre de participants, afin de distinguer les deux actes, ce qui relève de l'arbitraire. Entre les deux, il s'agit plus d'une nuance que d'une dichotomie radicale. Comme Trotsky le rappelle, une révolution ne voit jamais la participation du peuple entier : en 1789, la population parisienne représentait 500.000 personnes sur 25 millions de Français<sup>119</sup>. On perçoit alors facilement la suite de la démonstration : les révolutionnaires sont toujours une minorité, ce qui brise l'argument selon lequel Octobre n'est que le coup d'Etat d'un parti. L'analyse trotskiste s'applique ensuite à l'ensemble du mouvement de 1917. Concernant Février, il écrit qu'il " *n'est nullement exagéré de dire que Petrograd a accompli seul la Révolution de Février. Le reste du pays n'a fait que se joindre à lui. Il n'y eut bataille qu'à Petrograd* " et ajoute " *si l'on veut, on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli* " <sup>120</sup>. Et il poursuit : " *si, dans une révolution, une capitale joue un rôle à tel point dominant et, à certains moments, concentre en quelque sorte les volontés de la nation, c'est précisément parce qu'elle exprime le plus vivement les tendances essentielles de la nouvelle société et les pousse jusqu'à leur fin. La province considère les démarches de la capitale comme émanant de ses propres intentions, mais déjà transformées en action. L'initiative des centres n'est pas une atteinte à la démocratie, mais sa réalisation dynamique* " <sup>121</sup>. De plus, le rythme d'une révolution fait que les méthodes de la démocratie représentative sont inemployables, et qu'il est impossible de recourir aux instances représentatives. La révolution, même faite par une minorité, est démocratique, car cette minorité est la quintessence de la majorité : la théorie de l'avant-garde est abondamment employée. Qu'Octobre soit un coup d'Etat n'est donc pas gênant, puisqu'il correspond à la volonté profonde des masses, qui agissent symboliquement à travers les bolcheviques. Par son accomplissement, c'est peut-être un coup d'Etat, mais par son inspiration et sa portée, c'est une révolution. En résumé, la révolution est une insurrection (par les acteurs) à laquelle s'ajoutent des changements sociaux et politiques majeurs, alors que le coup d'Etat est l'acte d'un petit groupe, qui n'entraîne pas de changement de régime social. De ce fait, Octobre serait une révolution, le parti bolchevique incarnant le prolétariat.

Reste à établir que les masses, dont nous avons mentionné la passivité, soutenaient effectivement les bolcheviques. La plupart des auteurs - et même ceux qui ne sont guère favorables au communisme - estiment que l'action des bolcheviques va dans le sens des attentes d'une majorité de la population. Ainsi en est-il de Nicolas Werth ou de Hélène Carrère d'Encausse, pour qui les bolcheviques, minoritaires en février, sont en octobre représentatifs d'une majorité exaspérée par l'enlisement de la révolution<sup>122</sup>. C'est aussi ce que Trotsky va s'échiner à démontrer. D'une part, il écrit qu'Octobre referme la parenthèse indue ouverte juste après la chute du tsarisme. Pour lui, la révolution de février a éclaté parce que les masses - loin de céder à un mouvement imprévu et spontané - étaient imprégnées des pensées de Lénine et encadrées par le parti bolchevique<sup>123</sup>... ce qui, d'évidence, est une réécriture de l'histoire. Pour les masses, spoliées par les socialistes-traîtres, Octobre est donc l'aboutissement du mouvement de Février. Les bolcheviques ne font que satisfaire la volonté populaire, bafouée depuis février. Octobre est donc alors bien l'acte rétablissant l'équilibre<sup>124</sup>. D'autre part, Trotsky rappelle que, le 22 octobre, des manifestations pacifiques rassemblèrent des centaines de milliers de citoyens, acquis aux bolcheviques (*supra*). Selon lui, à cette occasion, la question de l'insurrection fut évoquée et approuvée par ces foules<sup>125</sup>. Trotsky estime donc que l'insurrection pouvait s'appuyer sur " une authentique majorité populaire " informelle. De plus, lorsqu'il évoque l'attitude de Petrograd, la passivité populaire, loin de servir de dénégation à la théorie de l'avant-garde, vient la renforcer. Certes, les masses populaires sont restées chez elles mais " *en réalité, ce fut le plus grand soulèvement de masses de toute l'Histoire. Les ouvriers n'avaient pas besoin de sortir sur la place pour fusionner : ils*

*constituaient sans cela, politiquement et moralement, un ensemble* <sup>126</sup>. Puisque les bolcheviques représentent le peuple, ce dernier n'a pas besoin de sortir de chez lui. Le 25 octobre même, répondant à une critique de Karéline (représentant des SR de gauche) au congrès des soviets, Trotsky s'écrie : « *Si les forces réelles étaient effectivement contre nous, comment a-t-il pu se faire que nous ayons remporté la victoire presque sans effusion de sang ?* » <sup>127</sup>. Qui ne dit mot consent... Or, l'argument ne tient pas, pour trois raisons. *Primo*, on se rappelle que le parti bolchevique n'osa pas donner lui-même l'ordre d'insurrection, et qu'il s'en remit pour ce aux soviets, jugés plus légitimes que lui. On peut alors douter de l'effectivité de la « délégation » consentie par le peuple. *Secundo*, la théorie de l'avant-garde a été forgée par Lénine du fait de l'arriération des masses russes. De ce fait, il devient contradictoire de justifier l'action d'un petit nombre par le manque de conscience politique des masses, puis d'avancer l'approbation silencieuse de celles-ci. L'acceptation, pour être effective, suppose en effet un minimum de conscience politique. *Tertio*, il convient de définir ce que l'on entend par les termes de « masses » ou de « peuple ». Ainsi que l'écrit Martin Malia, en Russie, « le peuple, ce n'est pas la foule urbaine (illusion de Marx), le peuple c'est la paysannerie » <sup>128</sup>. On en revient ainsi à l'éternel problème du marxisme, la paysannerie, que Lénine a tenté de résoudre en considérant que le prolétariat était la frange représentative de l'ensemble de la population russe. Or, quand Trotsky s'attache à établir l'effectivité de la délégation, il ne mentionne que les foules urbaines. Tout au plus écrit-il que le soulèvement paysan (permanent depuis août 1917, *supra*) valait approbation anticipée de l'insurrection des villes <sup>129</sup>. Mais nous avons vu que les paysans sont nettement plus acquis aux SR qu'aux bolcheviques. Dès lors, la passivité des foules est analysée par les adversaires d'Octobre comme la preuve d'un coup d'Etat. Martin Malia avance qu'en février, il y eut 1.700 morts et blessés dans les rangs des ouvriers (preuve de leur investissement dans la révolution), alors qu'en octobre, il n'y eut à Petrograd qu'une douzaine de morts, et que, surtout, « la classe ouvrière, comme toutes les autres composantes de la société russe, était, en passe de se désintégrer comme groupe, sous les effets de la lassitude et des problèmes quotidiens de survie » <sup>130</sup>. La classe ouvrière n'est pas intervenue parce qu'elle n'existait plus réellement comme force politique. Dès lors, il en conclut que ce n'est pas elle qui a pris le pouvoir, mais le seul parti bolchevique. Pourtant, ce n'est pas cette interprétation qui dominera immédiatement après Octobre. En effet, la révolution ne se limite pas à des bouleversements politiques et sociaux accomplis par un certain nombre d'acteurs. Elle emporte aussi une dimension symbolique qui, concernant Octobre, va jouer dans sa qualification *a posteriori*.

### **Une dimension symbolique**

La qualification révolutionnaire d'Octobre se ressent aussi de l'établissement d'un parallèle avec la Révolution française. François Furet a admirablement décrit la projection qui va être réalisée sur Octobre <sup>131</sup>. L'événement prend le visage de l'universel démocratique de la révolution sociale. Les peuples européens sortent de la Première Guerre Mondiale avec l'image de ce à quoi peut mener l'esprit nationaliste. Ils se tournent alors vers l'idéal universaliste, qu'Octobre vient concrétiser (d'autant plus qu'il fait resurgir le thème de la révolution, un peu éclipsé à l'époque). Et l'auteur d'écrire : « d'un putsch réussi dans le pays le plus arriéré d'Europe par une secte communiste, dirigée par un chef audacieux, la conjoncture fait un événement modèle, destiné à orienter l'histoire universelle tout comme le 1789 français en son temps ». Octobre sort donc transcendé par cette attente messianique, et acquiert une dimension mondiale. Par ses conséquences, il ne peut plus être un coup d'Etat, trop limité, puisque, comme l'écrit François Furet, la révolution « *c'est l'affirmation de la volonté dans l'histoire, l'invention de l'homme par lui-même, figure par excellence de l'autonomie de l'individu démocratique* » <sup>132</sup>, d'autant plus que le parallèle avec la Révolution de 1789 renforce encore cette transfiguration.

En France, la référence à la Révolution française ne pouvait manquer d'exercer une particulière séduction. Février y a été salué comme l'acte libérateur d'un peuple, et la comparaison avec 1789 est

venue comme une évidence. Par la suite, si février 1917 s'apparente au 14 juillet 1789, alors Octobre est le 10 août 1792, ou l'an II. Dans la filiation glorieuse de la grande révolution des droits de l'homme, les bolcheviques paraissent de modernes jacobins (Rosa Luxembourg les évoque justement comme héritiers des jacobins), et leur acte est alors une révolution. La gauche française se montrera particulièrement réceptive à cette argumentation. François Furet narre la suite<sup>133</sup>. Entre le 28 novembre 1918 et mars 1919, à Paris, la Ligue des droits de l'Homme organise une série d'auditions sur la situation en Russie. Nombre de sommités scientifiques et morales y participent, tels Paul Langevin, Alphonse Aulard, Victor Basch ou Charles Seignobos. Idéologiquement de gauche, ils n'adhèrent cependant pas au bolchevisme. Leur analyse est historique, et non politique. Pour eux, Octobre ressemble au 31 mai ou 2 juin 1793 plus qu'au 18 Brumaire. Ils voient Lénine en leader montagnard, et la Russie comme une “ *nouvelle patrie d'une expérience de changement radical* ”. Dans deux articles publiés au début de 1920, Albert Mathiez compare les deux révolutions, assimilant jacobinisme et bolchevisme, Lénine et Robespierre. Il est ému par la prétention à l'universalité de la révolution d'Octobre, voulant libérer l'humanité (alors que Février n'est qu'un événement russe). On retrouve la logique de Clémenceau en 1891, selon laquelle, la Révolution est un bloc : il faut tout accepter, au nom des idées généreuses qui inspirent le déclenchement du processus révolutionnaire. Devant les SR et républicains russes, qui dénoncent les exactions des bolcheviques<sup>134</sup>, Boris Souvarine compare 1917 et 1789, évoque la Vendée, la guerre et la contre-révolution (sur laquelle il rejette la responsabilité de la Terreur). Du fait de l'assimilation à 1789, les intellectuels français ne peuvent critiquer les bolcheviques sans critiquer les jacobins. Ainsi Alphonse Aulard déclare-t'il le 28 mars 1919 : “ *La Révolution française, elle aussi, a été faite par une minorité dictatoriale [...] Toute révolution est l'oeuvre d'une minorité. Quand on me dit qu'il y a une minorité qui terrorise la Russie, je comprends, moi, ceci : la Russie est en révolution* ”<sup>135</sup>. Une nouvelle fois, les critères du coup d'Etat et de la révolution sont en question, et c'est le nombre de participants qui compte. Mais, si Aulard comme Trotsky ont raison de relever que jamais une population entière ne se lève, on pourrait leur répondre que, dans l'action révolutionnaire, une minorité populaire n'est pas équivalente à une minorité partisane (de plus, en Octobre, même les rangs du seul parti bolchevique sont clairsemés). La Révolution française n'a pas connu, écrit justement François Furet, “ *l'irruption, dans le cours des événements, d'un parti qui procède à une confiscation absolue du pouvoir au nom de principes inverses à ceux des débuts de la Révolution* ”<sup>136</sup>. Mais la distinction n'apparut pas à l'époque.

Octobre est devenu un mythe (donc loin de sa réalité) grâce, en bonne part, à la référence à la Révolution française. Il est désormais possible de louer Octobre sans être communiste, de par cette continuité avec la Révolution française. L'histoire du communisme allait s'en trouver bouleversée.

### **Un acte pesant sur l'évolution du communisme**

Ainsi que nous l'avons dit au début de cette étude, l'acte d'Octobre ne peut être examiné sans référence à l'histoire du communisme, et notamment l'histoire de l'URSS. Martin Malia décrit le regard porté sur Octobre et sa signification à long terme. Selon lui, la “ nouvelle histoire ” des années 60-70 s'est employée à établir la légitimité de l'acte fondateur du régime (preuve qu'il en avait besoin), qui entraînait à terme la question du stalinisme. Si Octobre est une révolution authentique, alors Staline est une aberration par rapport à Lénine, et le système a la capacité de revenir à un socialisme démocratique. En revanche, si Octobre est une conspiration réussie, alors Staline est dans la continuité (en pire) de Lénine<sup>137</sup>. Dans ce débat, l'Occident adopta la première hypothèse - François Furet l'a montré (*supra*) - considérant Lénine comme un démocrate dont l'héritier légitime était Nicolaï Boukharine et non Staline. En Russie, l'importance fondatrice d'Octobre expliqua que, au gré des évolutions politiques, l'historiographie soviétique l'a sans cesse « revisité », notamment quant à ses concepteurs supposés<sup>138</sup>. Il s'agit d'abord de Lénine et Trotsky, puis en 1918, on évoqua le Comité central du parti (avec Lénine à sa tête et Trotsky comme organisateur). Ensuite, Staline se présenta en chef de l'insurrection,

simplement aidé par Lénine. Après sa mort en 1953, Lénine fut à nouveau présenté comme le principal chef de l'insurrection.

Enfin, et indépendamment du communisme, Octobre 1917 doit être replacé dans la perspective du rapport multiséculaire de la Russie à l'Europe. Ce pays a toujours été tiraillé entre Asie et Europe, assimilées respectivement à la barbarie et à la modernité. Lorsque Trotsky évoque l'arriération russe, il emploie le terme " d'asiatique ". Les efforts des différents tsars (notamment Pierre Ier et Catherine II) pour occidentaliser la Russie ont été des efforts d'europanisation, mais la Russie a souffert dans son rapport à l'Europe, de son retard, de n'être que l'imitation de l'Occident. Octobre amorce une situation nouvelle. En prenant la tête de la révolution mondiale, la Russie est plus avancée que l'Occident. Elle incarne alors l'avenir : c'est l'Occident qui suivra la Russie, et non plus l'inverse. Les bolcheviques rejoignent ainsi les populistes, qui estimaient que l'arriération russe et ses institutions communautaires permettaient de " sauter les étapes " et de se tourner vers cet avenir qui, pour l'Occident ne serait jamais que le retour au passé (communisme primitif). En revanche, si Octobre est un coup d'Etat, la Russie se trouve alors encore imiter l'Occident, dans une sorte de Brumaire revu et corrigé. Seules, alors, les conséquences du coup d'Etat diffèrent et confèrent encore à la Russie un rôle original. Pour sauvegarder la spécificité russe, il faut qu'Octobre soit une révolution, qui ne sera pas simplement une répétition slave de 1789 mais la première révolution marxiste, permettant l'instauration du premier état socialiste.

### **Conclusion**

Coup d'Etat et révolution sont deux actes illégaux, contraires aux normes juridiques en vigueur. En France, les événements de Brumaire an VIII ou de décembre 1851, tous deux ratifiés par plébiscite, ont montré qu'un coup d'Etat, illégal par nature, pouvait correspondre aux aspirations du plus grand nombre, comme une révolution. Illégalité n'est pas illégitimité. Mais légitimité et mobilisation ne sont pas synonymes, et c'est bien la seconde, par le biais du nombre de participants (concours populaire puissant ou non), qui reste le critère principal de distinction entre coup d'Etat et révolution, à moins de considérer également les suites de l'acte. La vraie révolution sociale débute après Octobre. Considéré sous l'angle des changements qu'il entraîna, Octobre serait donc une révolution. Mais peut-on déterminer la nature d'un acte uniquement par ses conséquences ? Jean Laurent évoque le « coup d'Etat avènement de la Révolution » : le coup d'Etat est alors la crise brutale par laquelle débute la mutation révolutionnaire, et c'est pour lui le cas d'Octobre<sup>139</sup>. Or, Edward Luttwak met l'accent sur un point fondamental : un coup d'Etat est politiquement neutre<sup>140</sup>. La politique qui résultera du coup d'Etat sera le fait du gouvernement issu de l'acte (et non du coup lui-même, qui a pour seul but de remplacer un groupe de dirigeants par un autre), position partagée par Hannah Arendt<sup>141</sup>. Lors d'un coup d'Etat ou d'une révolution de palais, le pouvoir passe d'une personne ou d'une clique à une autre. Les changements restent circonscrits à la sphère du gouvernement, et n'entraînent qu'un minimum de désordre pour la population. A l'inverse, lors d'une révolution, le changement a lieu dans le sens d'un nouveau commencement ; la violence intervient pour constituer une forme entièrement différente du gouvernement et former un corps politique nouveau<sup>142</sup>. A ce prisme, Octobre correspondrait plus aux critères révolutionnaires qu'à ceux du coup d'Etat. On ne peut dire qu'en Octobre, même si le pouvoir passe d'une clique à une autre, les changements ne furent guère marquants. Octobre serait donc un coup d'Etat original : coup d'Etat par la « qualité » des acteurs prenant le pouvoir (direction du parti bolchevique), il serait une révolution par ses conséquences. C'est donc un acte profondément original, plus coup d'Etat que révolution, mais dont la dimension historique en fait un « coup d'Etat en situation révolutionnaire ». On retrouve l'approche de Trotsky, pour qui l'art de l'insurrection ne pouvait se déployer qu'à la crête d'un mouvement révolutionnaire (*supra*). Un coup d'Etat en situation révolutionnaire n'est pas simplement un coup d'Etat accompli pendant une révolution, mais un coup d'Etat profitant d'une révolution, inséparable d'elle (au point de s'y confondre) et suivi de changements

révolutionnaires (bouleversements radicaux). Sur ce dernier point, celui des conséquences, un coup d'Etat peut donc s'assimiler à une révolution. Une nouvelle fois, force est de constater l'imbrication des deux concepts, dont Octobre illustre les liens autant que les différences.

Emmanuel CHERRIER  
Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

- 
- <sup>1</sup> *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, Paris, Editions sociales, coll. « Classiques du marxisme », 1969, p. 15.
- <sup>2</sup> Roger Portal, art. « Révolution russe » in *Encyclopedia Universalis*, p. 1030 ; Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, t. 1, *La révolution de février*, Paris, Seuil, coll. Essais, 1950, rééd. 1995, pp. 112-113 ; Michel Heller et Aleksandr Nekrich, *L'utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 19 ; Nicolas Werth avance même des noms, ceux d'industriels (Konovalov, Tereschenko), de parlementaires (Gouchkov, Kerenski, Nekrassov), de militaires (dont les généraux Broussilov et Alexeiev), *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, coll. Thémis Histoire, 1990, 2ème éd. 1992, p. 76.
- <sup>3</sup> *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, PUF, 1992, p. 241.
- <sup>4</sup> « Du coup d'Etat à la Révolution », in Jean Dumont (dir), *Les coups d'Etat*, Paris, Hachette, 1963, pp. 458 et s.
- <sup>5</sup> Nous reprenons ici la définition donnée par nous dans notre thèse de doctorat « 18 Brumaire et 2 Décembre. Eléments pour une étude du coup d'Etat », sous la direction de M. le professeur Philippe Raynaud, Université de Lille II, 1999.
- <sup>6</sup> En 1964, Raymond Aron affirmait déjà que la « révolution » bolchevique « est typiquement prise du pouvoir par une minorité, qui n'était ni détentrice des moyens de production, ni représentative de la masse de la population, ni l'expression de la classe socialement dominante, mais qui, organisée en parti, s'est emparée de l'Etat », *La lutte de classes. Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles*, Paris, Gallimard, 1964, pp. 194-195.
- <sup>7</sup> « Paradoxes et malentendus d'Octobre », in Stéphane Courtois et al., *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 49.
- <sup>8</sup> In *Le livre noir du communisme, op. cit.*, p. 50.
- <sup>9</sup> *Technique du coup d'Etat*, 1931, Paris, éd. 10/18, 1964, pp. 26 et s.
- <sup>10</sup> H. Carrère d'Encausse, *Lénine, la Révolution et le pouvoir*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1972, rééd. 1979, p. 56.
- <sup>11</sup> *Op. cit.*, t. I, pp. 212-217.
- <sup>12</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. I, p. 46.
- <sup>13</sup> *Ibid.*, p. 72.
- <sup>14</sup> *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995, p. 120. L'auteur estime que, en 1917, les ouvriers représentent 3-3,5 millions de personnes, plus un million d'employés de chemins de fer.
- <sup>15</sup> C'est pourquoi le premier ministre Stolypine s'efforcera (1906-1911) de créer une classe de paysans enrichis, soutiens éventuels du régime, les koulaks (mais la réforme, tardive, fut trop peu suivie).
- <sup>16</sup> Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks*, Paris, Seuil, 1978, pp. 132 et s.
- <sup>17</sup> Notamment Kovalevski, historien et sociologue, auteur du *Régime économique de la Russie*, Paris, Giard et Brière, 1898 ; de *La Russie sociale*, Paris, Giard et Brière, 1914 et de *La Russie à la fin du XIXème siècle*, Paris, Dupont, 1900.
- <sup>18</sup> « Lettre à Véra Zassoulitch », *Oeuvres Economie*, t. II, p. 1557.
- <sup>19</sup> *Oeuvres Economie*, t. I, pp. 1483-1484, cité par Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>20</sup> « La question sociale en Russie » (1892), in *Ecrits sur le tsarisme et la commune russe*, Cahiers de l'ISEA, t. II, n° 7, juillet 1969, p. 1340, cité par Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, pp. 139 et s.
- <sup>21</sup> Au début du XXème siècle, Lénine considérera certes que la paysannerie peut avoir un rôle révolutionnaire, mais seulement en appui du prolétariat. De plus, une fois ce rôle joué, elle aura alors des tendances petites-bourgeoises à la propriété. Le rôle révolutionnaire du paysan s'arrête une fois la révolution bourgeoise effectuée, « La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier » (mars 1906), *Oeuvres complètes*, Paris, Editions sociales, 1958-1972, t. X, p. 267. Lénine en arrive ensuite à distinguer deux luttes : celle du peuple entier contre le régime tsariste, puis, une fois la démocratie bourgeoise établie, celle du prolétariat contre la bourgeoisie (à laquelle les paysans sont alors assimilés), « Le socialisme et les paysans », *Oeuvres complètes*, t. IX, p. 317, cité par Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, pp. 260 et s.
- <sup>22</sup> En 1920, au IIème Congrès de l'Internationale communiste, Lénine admit la possibilité pour certains pays arriérés de parvenir au communisme sans passer par le stade capitaliste. Cependant, il s'agit uniquement d'une tactique de circonstance car, au même moment, se tient à Bakou le Ier Congrès des peuples de l'Orient. L'URSS, très isolée à cette époque, ne peut se couper des partis communistes des pays d'Orient, lesquels défendent l'idée d'une révolution dans des pays n'ayant pas connu la phase capitaliste (refusant d'attendre encore des centaines d'années que le capitalisme s'y développe !). A Bakou, Zinoviev abonde dans ce sens, mais octroie encore aux travailleurs occidentaux un rôle d'exemple, d'initiateurs, tout en reconnaissant que la paysannerie peut tenir un rôle dirigeant dans la révolution. Le double langage est ici patent, car Lénine considère toujours la paysannerie comme une petite bourgeoisie, à laquelle il dénie tout rôle

---

révolutionnaire ; Lénine, “ Rapport à la commission nationale et coloniale ”, IIème Congrès de l’Internationale communiste, juillet 1920, cité par Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, pp. 142-145.

<sup>23</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 544.

<sup>24</sup> Georges Haupt, art. “ Bolchevisme ”, in *Encyclopedia Universalis*, p. 315.

<sup>25</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 93.

<sup>26</sup> Trotsky, *op. cit.*, t. II, pp. 550-551.

<sup>27</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. I, p. 394.

<sup>28</sup> Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, p. 271.

<sup>29</sup> En août 1917, Petrograd ne reçoit que 45% des livraisons de céréales nécessaires pour nourrir la ville, la ration quotidienne de pain par travailleur de force diminue de 50% au cours de l’été ; rationnement accru dès juillet, inflation des prix, N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>30</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>31</sup> R. Portal, art. cité, p. 1032.

<sup>32</sup> *Op. cit.*, t. II, pp. 27 et s.

<sup>33</sup> *Les Soviétiques en Russie, 1905-1921*, Paris, NRF-Gallimard, 1958, éd. française 1972, p. 210.

<sup>34</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, pp. 25-26.

<sup>35</sup> *Les Soviétiques en Russie, 1905-1921*, *op. cit.*, pp. 38 et 81-82. Au passage, cela suffit à contredire la thèse de Malaparte selon laquelle Trotsky ne tenait pas compte des circonstances.

<sup>36</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>37</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, p. 233.

<sup>38</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, pp. 659 et s.

<sup>39</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, p. 223.

<sup>40</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, pp. 230 et s.

<sup>41</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 438.

<sup>42</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 315.

<sup>43</sup> H. Carrère d’Encausse, *op. cit.*, pp. 67-68.

<sup>44</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 133.

<sup>45</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, p. 240.

<sup>46</sup> *Op. cit.*, t. II, pp. 492-493.

<sup>47</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, p. 555.

<sup>48</sup> Selon Michel Laran, à l’automne 1917, à Petrograd, la Garde rouge compte 20.000 hommes, *Russie-URSS 1870-1970*, Masson et cie, coll. « Un Siècle d’Histoire », 1973, p. 96.

<sup>49</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 116.

<sup>50</sup> M. Laran, *op. cit.*, p. 96.

<sup>51</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 29.

<sup>52</sup> Cité par M. Heller et A. Nekrich, *ibid.*

<sup>53</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 520.

<sup>54</sup> *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, *op. cit.*, pp. 131-132.

<sup>55</sup> *La Révolution russe*, 1918, p. 7.

<sup>56</sup> Selon Trotsky, cet organe ne fonctionna jamais et ne servit à rien, *op. cit.*, t. II, p. 528.

<sup>57</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 524.

<sup>58</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 525.

<sup>59</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 586.

<sup>60</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, pp. 469-472.

<sup>61</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 438.

<sup>62</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 674.

<sup>63</sup> *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>64</sup> Staline figurait dans la rédaction, et avait soutenu Kamenev et Zinoviev, selon Trotsky, *op. cit.*, t. II, p. 540. D’après Trotsky, Staline en février était également partisan de l’alliance avec les SR et mencheviks.

<sup>65</sup> *Ibid.*, t. II, p. 494.

<sup>66</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>67</sup> N. Werth, *Le livre noir du communisme*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>68</sup> N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, *op. cit.*, pp. 117-118.

<sup>69</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 668.

<sup>70</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 572.

<sup>71</sup> *Comprendre la révolution russe*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>72</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 32.

- 
- <sup>73</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, pp. 582 et s.
- <sup>74</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 33.
- <sup>75</sup> En effet, Edward Luttwak adopte la thèse de Malaparte selon laquelle la maîtrise des organes techniques est nécessaire au coup d'Etat moderne, *Le coup d'Etat (manuel pratique)*, Paris, Robert Laffont, 1969, p. 15.
- <sup>76</sup> N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 120.
- <sup>77</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 33.
- <sup>78</sup> Encore Nicolas Werth n'estime-t'il le chiffre des victimes qu'à six, du côté des défenseurs du Palais d'hiver, et aucun chez les assaillants, in *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 120.
- <sup>79</sup> Trotsky dément les accusations de viols des femmes soldats, d'exécutions ou de pillages, *op. cit.*, t. II, p. 647.
- <sup>80</sup> Lettres au ministre Albert Thomas, citées par H. Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p. 80.
- <sup>81</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 681.
- <sup>82</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, p. 243.
- <sup>83</sup> *Id.*, p. 244.
- <sup>84</sup> Outre Lénine, on retrouve Rykov (Intérieur), Milioutine (Agriculture), Noguine (Commerce et Industrie), Trotsky (Affaires étrangères), Lomov (Justice), Staline (Nationalités), Antonov-Ovséenko, Krylenko et Dybenko (Guerre et Marine), Chliapnikov (Travail), Lounatcharsky (Instruction), Téodorovitch (Approvisionnement), Glébov (Postes et Télégraphes).
- <sup>85</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 35.
- <sup>86</sup> M. Laran, *op. cit.*, p. 103. En février, il y avait eu 169 tués et moins de 1.000 blessés, M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 21.
- <sup>87</sup> *Comprendre la révolution russe*, *op. cit.*, p. 119.
- <sup>88</sup> Ch. De Crisenoy, *op. cit.*, pp. 271 et s.
- <sup>89</sup> *Op. cit.*, p. 84.
- <sup>90</sup> L. Trotsky, *op. cit.*, t. II, pp. 721 et s.
- <sup>91</sup> *Op. cit.*, pp. 246 et s.
- <sup>92</sup> *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, pp. 130 et s.
- <sup>93</sup> *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>94</sup> Les éléments suivants sont issus de M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, pp. 60 et s.
- <sup>95</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, pp. 256 et s.
- <sup>96</sup> Les bolcheviques étaient majoritaires dans les 2 principales flottes, de la Baltique et de la Mer Noire.
- <sup>97</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, p. 257.
- <sup>98</sup> M. Malia, *Comprendre la révolution russe*, *op. cit.*, p. 213.
- <sup>99</sup> *Comprendre la Révolution russe*, Paris, Seuil, coll. Histoire, 1980, p. 87.
- <sup>100</sup> *Op. cit.*, p. 57.
- <sup>101</sup> « Technique du coup d'Etat », *op. cit.*, p. 22.
- <sup>102</sup> *Op. cit.*, p. 260.
- <sup>103</sup> N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 130.
- <sup>104</sup> O. Anweiler, *op. cit.*, pp. 268 et s.
- <sup>105</sup> N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 130.
- <sup>106</sup> H. Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 103 et s.
- <sup>107</sup> M. Laran, *op. cit.*, pp. 103 et s.
- <sup>108</sup> M. Malia, *Comprendre la révolution russe*, *op. cit.*, p. 127.
- <sup>109</sup> Christian Jelen : " L'aveuglement. Les socialistes et la naissance du mythe soviétique ", Paris, Flammarion, 1984, p. 23.
- <sup>110</sup> Comme en témoignent les titres du 5 décembre 1917 (" Le coup d'Etat militaire des bolcheviks "), du 6 (" Pour quelles raisons les chefs maximalistes ont eu le loisir de préparer le coup de force "), du 10 (" Les résistances organisées contre le coup d'Etat "), cité par Ch. Jelen, *op. cit.*, p. 23.
- <sup>111</sup> Ch. Jelen, *op. cit.*, p. 29.
- <sup>112</sup> *Op. cit.*, p. 6.
- <sup>113</sup> *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, *op. cit.*, p. 145.
- <sup>114</sup> *Op. cit.*, pp. 3, 10 et 13.
- <sup>115</sup> *Op. cit.*, p. 3.
- <sup>116</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 7, 10, 13 et 93 pour 1870.
- <sup>117</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 172.
- <sup>118</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 541.
- <sup>119</sup> *Histoire de la Révolution russe*, t. 1, *op. cit.*, p. 49.
- <sup>120</sup> *Op. cit.*, t. I, pp. 182-183.

- 
- <sup>121</sup> *Op. cit.*, t. I, pp. 183.
- <sup>122</sup> *Op. cit.*, p. 56.
- <sup>123</sup> *Op. cit.*, t. I, pp. 192-196.
- <sup>124</sup> D'ailleurs, Trotsky écrit que, dès mars 1917, des comités de soldats et d'ouvriers exigeaient du soviet de Petrograd qu'il prenne le pouvoir, *op. cit.*, t. I, p. 264.
- <sup>125</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 489.
- <sup>126</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 608.
- <sup>127</sup> *Op. cit.*, t. II, p. 714.
- <sup>128</sup> *Comprendre la Révolution russe*, *op. cit.*, p. 45.
- <sup>129</sup> *Op. cit.*, t. II, pp. 552-553.
- <sup>130</sup> *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, *op. cit.*, p. 142-145.
- <sup>131</sup> *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann Lévy, 1995, pp. 36 et s.
- <sup>132</sup> *Op. cit.*, p. 80.
- <sup>133</sup> *Op. cit.*, pp. 82 et s.
- <sup>134</sup> Delevski, membre de la Ligue républicaine russe, déclare notamment que " les bolcheviks ont accaparé le pouvoir par un coup d'Etat bonapartiste ", cité par Ch. Jelen, *op. cit.*, p. 46.
- <sup>135</sup> Cité par F. Furet, *ibid.*
- <sup>136</sup> *Op. cit.*, p. 90.
- <sup>137</sup> *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, *op. cit.*, pp. 21-22.
- <sup>138</sup> M. Heller et A. Nekrich, *op. cit.*, p. 30.
- <sup>139</sup> *Op. cit.*, p. 465.
- <sup>140</sup> *Op. cit.*, pp. 16-17.
- <sup>141</sup> *Essai sur la révolution*, 1963, Paris, Gallimard (trad. 1967), pp. 46 et s.
- <sup>142</sup> *Ibid.*, pp. 84-85.